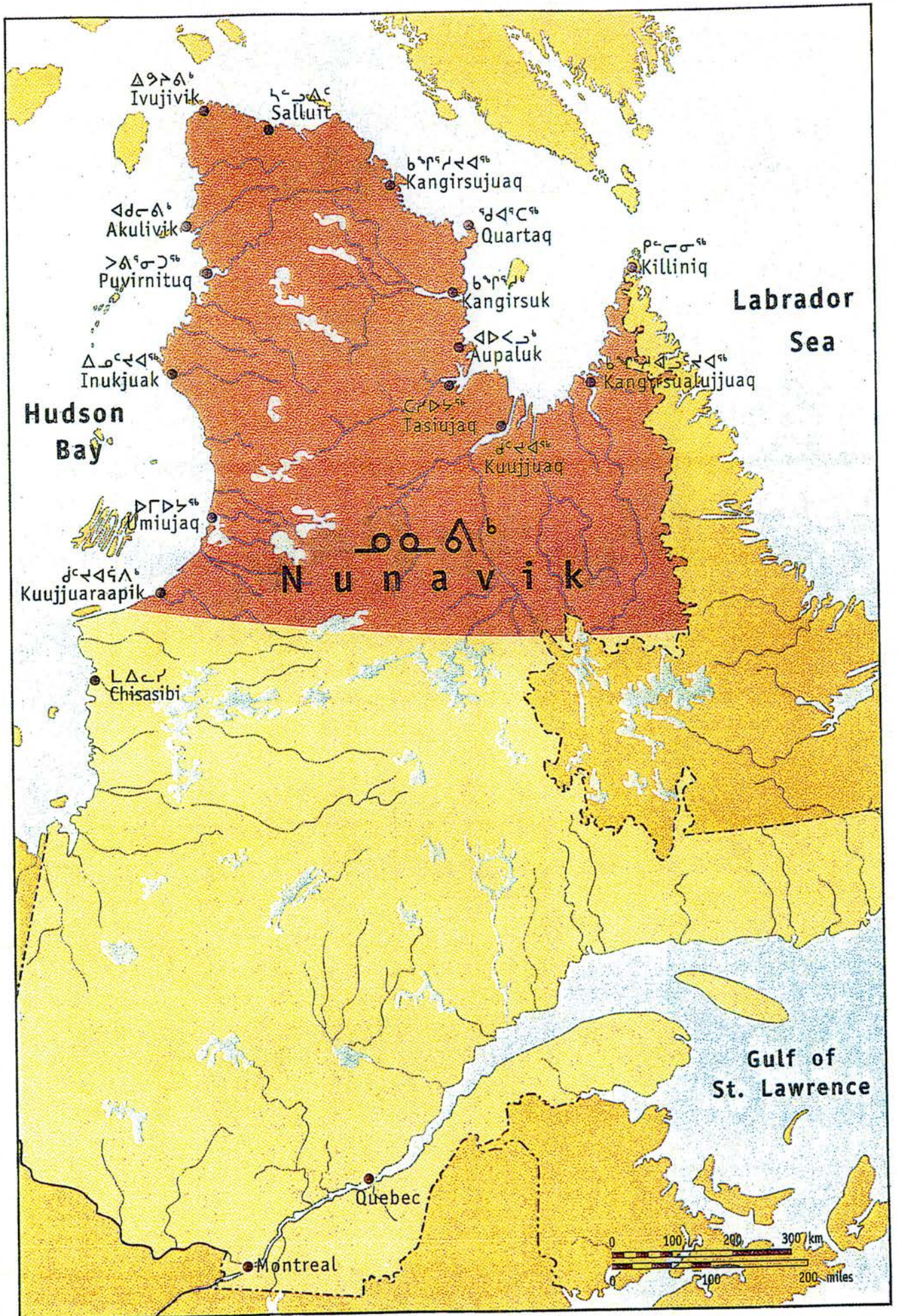


**ENTENTE DE PARTENARIAT QUÉBEC-MAKIVIK  
SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET  
COMMUNAUTAIRE AU NUNAVIK**

---

**QUEBEC-MAKIVIK PARTNERSHIP AGREEMENT  
ON ECONOMIC AND COMMUNITY DEVELOPMENT  
IN NUNAVIK**



## Notes pour une allocution du premier ministre, M. Bernard Landry, à l'occasion de la signature d'une entente de partenariat avec les Inuits

Tasiujaq, le mercredi 10 avril 2002 -

La version prononcée fait

Monsieur le Président de la Société Makivik,  
Monsieur le Président de l'Administration régionale Kativik,  
Monsieur le Maire de Tasiujaq,  
Messieurs les représentants des communautés inuites,  
Chers Collègues du Conseil des ministres Rémy Trudel et Michel Létourneau,  
Monsieur le Président-Directeur général d'Hydro-Québec,  
Distingués invités,  
Mesdames, Messieurs,

*Rhuviasuppugna tamanigiamik* (je suis heureux d'être ici)

Au cours des quarante dernières années, j'ai vu le Québec progresser de manière exceptionnelle, un peu comme les signataires et les négociateurs de la Convention de la Baie-James ont vu progresser la nation inuite au cours du dernier quart de siècle. Je l'ai vu s'ouvrir sur le monde à un point tel que notre commerce avec les autres pays fournit maintenant plus d'emplois aux Québécois que celui avec le reste du Canada.

J'ai aussi vu le Québec se moderniser et transiter d'une société au passé rural encore bien présent à une puissance mondiale en aéronautique. J'ai souvent l'occasion d'indiquer que je suis content de ces progrès. Qui ne le serait pas? Mais j'indique aussi, par contre, que, si je suis content, je ne suis pas satisfait. Je ne suis pas satisfait, car, d'après moi, le Québec fonctionne encore en deçà de son immense potentiel. Je crois donc que notre État national doit, jour après jour, poser des gestes pour améliorer la situation de tous les Québécois et les Québécoises. Cette conviction guide mon action.

Le Nunavik a, lui aussi, connu de profonds changements au cours des quarante dernières années. En fait, je crois que les Québécois ne réalisent pas à quel point et avec quelle rapidité le Nunavik a su s'adapter à un monde en pleine mutation. Les progrès réalisés au Nunavik viennent témoigner du savoir-faire des Inuits, de la même façon que les Québécois peuvent être fiers de leurs propres réalisations. Malgré tout, nous savons que nous sommes capables de faire mieux, Québécois et Inuits. Plus encore, nous devons faire mieux. C'est un devoir collectif de nous surpasser et de nous mettre encore davantage au service de nos populations pour augmenter leurs possibilités de bien-être et de bonheur.

### Une vision commune

C'est cette volonté commune de faire mieux, d'aller encore plus loin, qui nous unit aujourd'hui. Le territoire du Nunavik offre en effet un potentiel à la mesure de son étendue. Nous devons le mettre pleinement en valeur. D'une part, le paysage est d'une beauté profonde qui justifie pleinement de faire des milliers de kilomètres pour venir en savourer toutes les nuances, comme j'ai pu le constater moi-même, notamment lors de ma marche quotidienne, ce matin. Je ne doute pas du potentiel touristique de la région.

---

IMPRIMER LE DISCOURS

Le potentiel du Nunavik, c'est aussi beaucoup celui de sa population. Les Inuits sont en effet reconnus comme sachant travailler pour tirer le meilleur parti des ressources d'un milieu qui, s'il n'est jamais vraiment hostile, ne peut certainement pas être considéré comme complaisant. La volonté claire d'une population s'exprime par son leadership.

MM. Pita Aatami et Johnny N. Adams ont évoqué tantôt, avec plus d'éloquence que je ne pourrais moi-même le faire, leur vision du développement du Nunavik : utiliser les ressources du territoire comme levier pour assurer la prospérité et le progrès aux Inuits du Nunavik. Je partage avec enthousiasme cette vision et je sais qu'elle sera aussi bénéfique pour l'ensemble du Québec, car le territoire est d'une richesse inouïe en ressources naturelles encore peu exploitées.

### **Les bases de l'entente**

L'entente de partenariat que nous signons aujourd'hui permettra de mettre en œuvre cette vision. Elle traduit le fait que le long sentier du progrès et de la prospérité passe par le respect et la confiance dans l'élaboration d'un partenariat durable. Trois éléments constituent les bases sur lesquelles nous avons, ensemble, conclu cette entente.

Premièrement, le respect de l'autre. Dès 1985, René Lévesque et le gouvernement du Parti Québécois d'alors avaient reconnu les nations autochtones du Québec. Cela n'est pas l'effet du hasard. Petite nation vivant dans une mer de 300 millions d'anglophones, le Québec a toujours su reconnaître que la diversité n'est pas une menace, mais au contraire une source d'enrichissement. Plus que jamais je demeure convaincu que le Québec constitue une nation moderne et inclusive qui n'est pas basée sur l'ethnicité. La nation inuite, avec qui nous partageons une partie du territoire, peut s'y épanouir pleinement en comptant sur notre respect absolu.

Deuxièmement, la confiance selon laquelle il est toujours plus facile de réaliser des projets avec ceux que l'on estime.

Enfin, troisièmement, le partenariat qui traduit la ferme volonté commune de mettre en œuvre cette vision de développement dans notre intérêt mutuel. Chacun d'entre nous doit y trouver son intérêt, doit s'y enrichir matériellement et humainement.

### **Ce que permettra l'entente**

L'entente permettra, pour les Inuits, une prise en charge accrue de leur développement économique et communautaire. Pour ce faire, ils disposeront de ressources financières suffisantes, 360 millions de dollars sur 25 ans, pour prendre en charge les responsabilités jusqu'à maintenant conférées au gouvernement du Québec dans le cadre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en ces matières.

PAGE PRECEDENTE

PAGE SUIVANTE

---

[IMPRIMER LE DISCOURS](#)

L'entente permettra également d'améliorer les infrastructures et les services publics du Nunavik, grâce à des investissements de 115 millions de dollars du gouvernement du Québec. L'entente ouvre aussi la porte au développement de l'immense potentiel hydroélectrique du Grand Nord québécois. Ainsi, les Inuits s'engagent à travailler avec le gouvernement du Québec pour favoriser la mise en valeur des ressources hydroélectriques du Nunavik.

Ce potentiel a fait, dans le passé, l'objet d'études sommaires par Hydro-Québec. Celles-ci laissent entrevoir que le potentiel pourrait varier entre 6 300 et 7 200 MW. On saisit la pleine mesure de ce potentiel lorsque l'on réalise qu'il s'agit là de l'équivalent d'approximativement le cinquième de l'actuelle production d'Hydro-Québec.

Certes, nous ne sommes pas encore rendus à la réalisation de ce potentiel. Mais, comme l'a indiqué M. Caillé plus tôt, nous lançons aujourd'hui une première étape qui doit nécessairement être réalisée si nous voulons préparer l'avenir énergétique du Québec de demain. En effet, la réalisation d'investissements et de travaux de cette envergure suppose d'abord la réalisation d'études techniques, économiques et environnementales complètes.

En particulier, si les études étaient concluantes et faisaient ressortir un ou des projets propices au développement hydroélectrique, avant d'aller de l'avant, ces projets seraient soumis au rigoureux processus d'évaluation environnementale de la Convention de la Baie-James.

Il y a trente ans, le Québec d'alors avait compris qu'il fallait préparer l'avenir en lançant des études pour développer le potentiel de la baie James, un ensemble de complexes hydroélectriques qui assurent présentement la moitié de la production d'électricité au Québec. Aujourd'hui encore, nous sommes placés face à de nouveaux horizons, et il faut relever le défi de l'avenir.

Outre l'immense potentiel hydroélectrique envisageable, cette entente entrevoit également des possibilités quant à l'exploration minière. Le territoire du Nunavik montre un potentiel favorable à la découverte de gisements, notamment de nickel, de cuivre, de plomb, de zinc, de fer, de lithium, d'or et de diamant. L'exploitation, depuis 1998, d'un gisement de cuivre-nickel par la société minière Raglan témoigne de cette richesse minière.

De plus, l'entente examinera les possibilités de développement touristique du territoire. De fait, le potentiel touristique du Nunavik est grandement sous-exploité, si l'on considère les sites exceptionnels que l'on y retrouve : le cratère des Pingualuit, la plus haute chaîne de montagnes du Québec, des lacs qui ont des marées, la toundra, etc. Ainsi, la création de parcs nationaux permettra de protéger et de mettre en valeur ces sites exceptionnels, en plus de générer des retombées économiques pour les communautés inuites.

[◀ PAGE PRECEDENTE](#)[PAGE SUIVANTE ▶](#)

## Un Québec à l'avant-garde des relations entre Autochtones et non-Autochtones

Il y a peu d'endroits au monde où l'on retrouve une si grande harmonie et une coopération aussi féconde. L'entente signée aujourd'hui va quand même plus loin que les considérations d'emplois et d'investissements. Je peux en effet vous dire que je suis particulièrement fier que mon gouvernement soit associé à une entente qui consolide la relation moderne qui unit le Québec avec les Inuits du Nunavik. Fier aussi de cette entente qui fait notamment en sorte que les Inuits soient davantage maîtres de leur destinée et obtiennent une participation aux retombées du Nunavik. Cette entente représente un premier pas important vers une plus grande autonomie gouvernementale notamment par la création du fonds de développement économique et la mise en place de l'enveloppe unique de financement pour l'Administration régionale Kativik.

Toutefois, Monsieur Aatami, je sais à quel point cette quête constante d'une plus grande autonomie est prioritaire pour la communauté inuite. Vous m'avez entretenu, hier soir, des avantages et des bénéfices qu'en tirerait le Nunavik. Vous serez sans doute ravi d'entendre que j'entends accélérer le processus qui vous mènera vers cet objectif.

Une relation qui peut, comme celle de la récente entente de la « Paix des Braves » signée avec les Cris, servir de modèle à l'échelle internationale et qui place le Québec et ses partenaires, dont les Inuits, à l'avant-garde à ce chapitre. Avec cette entente et celle signée avec les Cris, le gouvernement du Québec a conclu des ententes durables et solides avec 30 % de sa population autochtone. Notre objectif est de faire mieux dans les meilleurs délais.

### Conclusion

J'aimerais terminer en vous mentionnant que, lorsque je regarde cette entente, certains mots clés me viennent immédiatement à l'esprit. Le mot opportunité est l'un de ceux-là. Le mot amitié aussi qui, seul, permettra de regarder l'avenir avec confiance, car, plus que des partenaires, nous devons être des amis. Nous avons un contrat extrêmement prometteur sur le plan matériel, qui va assurer de bonnes relations entre nous. Il faut aller plus loin, il faut développer des relations humaines, il faut être amis. Il faut que les Inuits, personnellement, et les Québécois et les Québécoises se connaissent de mieux en mieux et entretiennent des relations qui vont bien au-delà des mines, de l'électricité ou des relations gouvernementales. En signe d'amitié, le gouvernement du Québec fera édifier sur la colline parlementaire, avec les Inuits, un inukchuk, un de ces beaux monuments de pierre qui représente un être humain.

---

[IMPRIMER LE DISCOURS](#)

Et un autre mot très important : le mot jeune. La population du Nunavik est jeune et de plus en plus scolarisée : 60 % a moins de 25 ans, soit le double de la population correspondante dans le sud du Québec. Une des retombées les plus importantes du partenariat que nous signons aujourd'hui n'est en effet pas écrite comme telle dans l'entente. Il s'agit des perspectives qui s'ouvriront pour les jeunes Inuits. Cette entente créera pour eux plusieurs débouchés et défis intéressants, et ce, à plusieurs niveaux. Les fruits de notre partenariat contribueront, je l'espère, à fournir des outils, afin que ces générations montantes puissent effectivement monter aussi haut que leur potentiel le leur permet.

Je vous convie à vous projeter 25 ans dans l'avenir, lorsque l'entente signée aujourd'hui sera venue à échéance. Puissent nos actions futures contribuer à la concrétisation de notre vision d'aujourd'hui!

In conclusion, I would like to underscore the leadership of Mr. Pita Aatami and Mr. Johnny N. Adams. This agreement would not have been possible without them. I would also like to call attention to the work of Mr. Anthony Ittoshat as well as the contribution of the entire Inuit negotiating team. Thanks to them we are able to gather here to celebrate today.

Longue vie à l'accord *SANARQRUTIK* (outil de développement)!

*Nakurmik marialuk, ilunnasi.*

[PAGE PRECEDENTE](#)

Secrétariat  
aux affaires  
autochtones

Québec



Accueil Plan du site Courrier Portail Québec

Ministère du Conseil exécutif

Nouveautés Communiqués Discours Publications Recherche

## Secrétariat aux affaires autochtones du Québec

Notes pour une allocution du Ministre d'État à la Population, aux  
Régions et aux Affaires autochtones,  
monsieur Rémy Trudel,

à l'occasion de la signature de l'entente de partenariat pour l'  
développement économique et communautaire du Nunavik  
entre le gouvernement du Québec

et la Société Makivik

et l'Administration régionale Kativik

Tasiujaq

LE 9 AVRIL 2002

La version prononcée fait foi

Monsieur le Président de Makivik, Pita Aatami,  
Monsieur le Président de l'Administration régionale Kativik, Johnny Adams  
Monsieur le Premier ministre  
Monsieur le ministre délégué aux Affaires autochtones et au Développement du Nord  
québécois  
Maires des municipalités de villages nordiques,  
Membres de l'Administration régionale Kativik  
Monsieur André Caillé, Président directeur général, Hydro-Québec,  
Mesdames et messieurs,

Je suis très heureux d'être avec vous aujourd'hui et de participer à l'assemblée annuelle de la  
Société Makivik. C'est avec un grand plaisir que je me retrouve au Nunavik, pays des Inuit  
avec qui nous avons des relations privilégiées depuis bon nombre d'années, particulièrement  
depuis la signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en 1975.

Depuis longtemps, les organismes et les institutions du Nunavik évoluent pleinement dans la  
juridiction québécoise et travaillent en étroite collaboration avec les ministères et les  
organismes du gouvernement du Québec. Deux nations qui se parlent et se comprennent  
c'est l'histoire des relations entre le Québec et les Inuits. Il n'est donc pas surprenant que  
nous en soyons arrivés ces derniers jours à une importante entente de partenariat pour le  
développement économique et communautaire à long terme du Nunavik. Le 15 février  
dernier, je rencontrais Pita Aatami et Johnny Adams, et nous convenions alors de donner  
un coup d'accélérateur aux pourparlers devant mener à l'entente que nous signons aujourd'hui.

### Discours

Le 9 avril 2002 - Allocution  
du ministre d'État à la  
Population, aux Régions  
et aux Affaires  
autochtones à l'occasion  
de la signature de  
l'entente de partenariat  
pour le développement  
économique et  
communautaire du  
Nunavik

Le 27 mars 2002 -  
Allocution du ministre  
d'État à la Population, aux  
Régions et aux Affaires  
autochtones

Le 7 février 2002 -  
Allocution du premier  
ministre M. Bernard  
Laurier à l'occasion de la  
signature de l'entente  
finale entre le  
gouvernement du Québec  
et le Grand Conseil des  
Cris du Québec

Le 23 octobre 2001 -  
Allocution du ministre  
délégué aux Affaires  
autochtones à l'occasion  
de la signature d'une  
entente de principe entre  
le gouvernement du  
Québec et le Grand  
Conseil des Cris du  
Québec

Le 7 mai 2001 - Allocution  
du ministre délégué aux  
Affaires autochtones à  
l'occasion de l'étude des  
crédits du Secrétariat aux  
affaires autochtones

Le 13 février 2001 -  
Mission en Europe portant  
sur les affaires  
autochtones du 30 janvier  
au 10 février 2001

Le 6 juillet 2000 -



Devolement de l'Approche commune avec les communautés inuites représentées au sein du Conseil tribal Mamuitup

- Le 12 mai 2000 - Commémoration du 1<sup>er</sup> centenaire de la Grande Paix de Montréal. Allocution du ministre Guy Chevrette à la conférence de presse annonçant la subvention de 3,6 millions de dollars.
- Le 18 avril 2000 - Allocution du ministre délégué aux Affaires autochtones à l'occasion de la défense des crédits du Secrétariat aux affaires autochtones.
- Le 14 avril 1999 - Allocution du ministre délégué aux Affaires autochtones à l'occasion de la présentation des crédits du Secrétariat aux affaires autochtones.

Arrivés à une entente d'une telle envergure aussi rapidement démontre comment la relation entre le Québec et les Inuits est étroite et productive.

Cette entente conclue entre le Québec, la Société Makivik et l'Administration régionale Kativik s'inscrit également dans la stratégie d'action gouvernementale en matière autochtone, qui propose des ententes de responsabilisation et de développement, la réalisation d'actions concrètes de développement économique et de développement de l'emploi, et des mesures conduisant à une plus grande autonomie financière. Partenariat, développement, actions, voilà des mots qui résument bien notre approche.

### Le développement économique du Nunavik à long terme

Ainsi, l'entente prévoit que le Québec et les Inuits travailleront en partenariat étroit pour développer le potentiel hydroélectrique, minier et touristique du Nunavik.

Tout en favorisant, par ailleurs, la prise en charge de plus grandes responsabilités par les Inuits afin de contribuer à une plus grande participation dans leur propre développement économique, différents modèles sont élaborés dans l'entente pour mettre en valeur les ressources naturelles telles que les mines et l'hydroélectricité ainsi que l'important secteur du tourisme.

Notamment, d'ici les cinq prochaines années, des études seront entreprises pour cerner le potentiel hydroélectrique des rivières et des marées du territoire. L'une de ces études consistera à examiner prochainement la faisabilité d'une ligne de transport d'électricité possiblement accompagnée d'un réseau de télécommunications par fibres optiques. Ce réseau pourrait relier tous les villages nordiques au réseau principal d'Hydro-Québec.

Si des projets hydroélectriques se concrétisent, le Québec partagera les bénéfices avec les Inuits du Nunavik selon l'ampleur de la production des installations hydroélectriques, leur rentabilité et le prix de vente de l'électricité au Canada et aux États-Unis.

Le Québec encouragera également la conclusion d'ententes entre les Inuits et les promoteurs de projets hydroélectriques et miniers avec pour objectif d'assurer encore plus d'emplois et plus de contrats pour le Nunavik.

Tout projet hydroélectrique ou minier se fera, bien sûr, dans le respect du processus de protection de l'environnement de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

Par ailleurs, afin de développer l'industrie touristique du Nunavik, le Québec travaillera de concert avec l'Administration régionale Kativik d'ici les cinq prochaines années pour étudier la possibilité de développer d'autres parcs au Nunavik (monts Torngat, lac Guillaume-Delisle, lac à L'Eau-Claire, rivière Koroc).

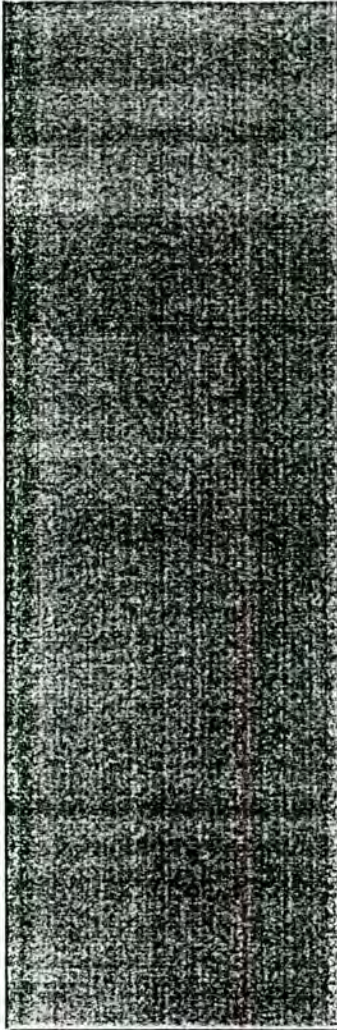
Le Québec, l'Administration régionale Kativik et Makivik verront à ce que le Nunavik prenne en charge la gestion du parc des Pingualuit et que les retombées économiques profitent au maximum à la région.

### Les projets prioritaires prévus dans l'entente

Outre les projets de mise en valeur des ressources naturelles, le Québec vise aussi à poser des gestes concrets dans d'autres secteurs. L'action gouvernementale à ce chapitre s'exprime par la réalisation de plusieurs autres projets d'envergure compris dans l'entente de partenariat :

- pavage des rues (incluant les routes d'accès aux aéroports) de tous les villages nordiques;
- construction d'infrastructures maritimes;
- augmentation des effectifs policiers;
- construction de nouveaux postes de police;
- construction d'installations de détention et d'un centre résidentiel communautaire (transition de 10 places);
- embauche de six nouveaux agents de conservation de la faune et création de postes d'assistants.

Voilà en gros le contenu de cette importante entente que nous signons aujourd'hui. Elle contient des leviers majeurs pour assurer une plus grande prise en charge par les Inuits de leur développement économique et communautaire. Elle offre aussi des moyens supplémentaires aux organisations en place qui doivent répondre aux besoins de la



population. Cette entente leur permettra d'agir dès maintenant pour créer des emplois, de occasions d'affaires et aussi contribuer à la qualité de vie des résidants du Nunavik.

### L'autonomie gouvernementale au Nunavik

L'entente contient aussi une importante disposition qui fera en sorte de rencontrer une att importante du Nunavik. En effet, le Québec s'engage à faire en sorte que les subventions provenant actuellement des divers ministères et organismes québécois, soient regroupée une seule enveloppe financière indexée annuellement. Une enveloppe pour l'administratic régionale Kativik et une pour chaque village nordique.

Ce geste s'inscrit dans une plus vaste démarche que nous avons entreprise ensemble de quelques années concernant la mise en place d'un gouvernement autonome au Nunavik.

D'ailleurs, il y a un an, lors de votre réunion annuelle de 2001, la Commission du Nunavik déposait son rapport intitulé : Tracer la voie vers un gouvernement pour le Nunavik. Nous connaissons tous l'importance des travaux de cette Commission. Et nous nous rappelons l'engagement pris dans l'Accord politique de 1999 par le Québec, les Inuits et le gouvernement fédéral, à l'effet de négocier une forme de gouvernement au Nunavik, une que la Commission du Nunavik aurait déposé ses recommandations. Je suis heureux, aujourd'hui, de vous informer que le Québec désignera bientôt la personne qui le représentera à la table de négociations. Nous irons de l'avant avec détermination dans ce dossier porteur d'espoir pour la jeunesse inuite.


### Conclusion

Nos réalisations communes sont à mettre au compte des relations étroites et harmonieus que nous entretenons. Ce climat de bonne entente est un gage de succès dans le réglem des différents dossiers. C'est donc avec beaucoup de fierté que j'apposerai ma signature bas de ce document qui annonce une ère nouvelle et encore plus riche entre le gouverne québécois et les habitants du Nunavik.

Merci!  
Nakurmik marialuk

 Haut

Politique de confidentialité

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2002

Secrétariat  
aux affaires  
autochtones

Québec



Accueil Plan du site Courrier Portail Québec

Ministère du Conseil exécutif

Nouveautés Communiqués Discours Publications

## Secrétariat aux affaires autochtones du Québec

### LE QUÉBEC ET LES INUITS SIGNENT UNE ENTENTE PARTENARIAT POUR ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DU NUNAVIK

**Tasiujaq, le mardi 9 avril 2002** - Le premier ministre du Québec, M. Bernard Landry, ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones, M. Rémy Tirotin, président de la Société Makivik, M. Pita Aatami et le président de l'Administration régionale Kativik, M. Johnny N. Adams, ont procédé ce matin, à Tasiujaq, à la signature d'une entente de partenariat entre le gouvernement du Québec et les Inuits du Nunavik. Cette entente vise à accélérer le développement économique et communautaire du Grand Nord québécois.

D'une durée de 25 ans, cette entente a été conclue à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de la Société Makivik, en présence de représentants des quatorze communautés inuites et les principaux acteurs socio-économiques du Nunavik. À cette occasion, le ministre était accompagné également de M. Michel Létourneau, ministre délégué aux Affaires autochtones et au Développement du Nord québécois, ainsi que de M. André Caillé, président-directeur général d'Hydro-Québec.

« Cette entente entre le gouvernement du Québec et les Inuits s'appuie sur la relation de confiance que nous avons édiflée au cours des dernières années. Elle vient sceller notre volonté d'élaborer ensemble une vision commune du développement du Nunavik. Ce partenariat donnera un nouvel essor à cette région nordique du Québec et offre le potentiel d'entraîner des retombées économiques considérables pour le Nunavik et pour le Québec entier », a déclaré le premier ministre.

« Ce que nous réalisons aujourd'hui est le commencement d'un partenariat authentique entre le gouvernement du Québec et les Inuits. Cette entente démontre que nous, tant le gouvernement du Québec que les Inuits, avons réalisé la nécessité d'établir un nouveau partenariat. Cette entente illustre le niveau élevé de coopération, de compromis et de confiance qui s'est développé entre nous », a souligné M. Pita Aatami.

#### Accélérer le développement hydroélectrique du Nunavik

Plusieurs sites à fort potentiel hydroélectrique ont été répertoriés au Nunavik. Des études préliminaires indiquent que ce potentiel pourrait atteindre de 6 300 MW à 7 200 MW. Ce potentiel est pleinement réalisable, sa mise en valeur se traduirait par des investissements de l'ordre de 18 milliards de dollars et créerait, en termes d'emplois directs et indirects et de construction des centrales hydroélectriques et à la fabrication des équipements, l'équivalent de 50 000 personnes-année dans l'ensemble des régions du Québec sur plusieurs années.

Dans le cadre de l'entente signée aujourd'hui, les Inuits s'engagent à travailler avec le gouvernement du Québec pour favoriser la mise en valeur de ces ressources. De son côté, le Québec, par l'entremise de sa société Hydro-Québec, consacrera 50 millions de dollars à la réalisation d'études économiques, techniques et environnementales afin d'évaluer ce potentiel et sa mise en valeur éventuelle.

« Cette entente ouvre un tout nouvel horizon. Hydro-Québec collaborera étroitement avec la communauté inuite du Nord québécois. La communauté souhaite le développement du potentiel hydroélectrique du territoire. C'est donc ensemble que nous évaluerons si les conditions sont acceptables sur le plan environnemental et s'ils sont rentables », a pour sa part déclaré André Caillé.

#### Favoriser une plus grande prise en charge par les Inuits de leur développement économique et communautaire

L'entente prévoit que les Inuits prendront en charge les responsabilités en matière de

développement économique et communautaire jusqu'à maintenant assumées par le gouvernement du Québec dans le cadre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. À cet effet, le gouvernement du Québec versera une somme de 7 millions de dollars en 2002-2003, de 8 millions de dollars en 2003-2004 et de 15 millions de dollars annuels par la suite. Pour la durée de l'entente, c'est donc plus de 360 millions de dollars qui seront versés aux Inuits.

« L'entente favorise ainsi une plus grande prise en charge par les Inuits de leur développement économique et communautaire. Elle procure aussi des moyens supplémentaires aux organisations qui, sur place, doivent répondre aux besoins de la population », a déclaré Remy Trudel.

#### **Simplifier et rendre plus efficace le financement versé à l'Administration régionale Kativik et aux villages nordiques**

Au plus tard le 1er janvier 2004, le gouvernement du Québec regroupera à l'intérieur d'une seule enveloppe les montants versés par le gouvernement du Québec à l'Administration régionale Kativik. La même approche sera appliquée aux villages nordiques. Présentement, plusieurs ministères et organismes versent ces montants à partir de différents programmes. La gestion de ces fonds sera donc simplifiée. En particulier, l'Administration régionale Kativik et les villages nordiques auront une plus grande autonomie pour établir leurs priorités d'intervention et réaliser leurs mandats à l'intérieur de leurs responsabilités. À cet égard, ils devront maintenir le niveau général des services qu'ils offrent à leurs citoyens.

#### **Financement de projets prioritaires**

Enfin, le Québec convient de réaliser un certain nombre de projets prioritaires, certains découlant de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois pour améliorer les infrastructures publiques au Nunavik. Ces projets donneront lieu à des investissements totalisant 115 millions de dollars au cours des 10 prochaines années.

En conclusion, monsieur Johnny N. Adams a indiqué « Je peux aujourd'hui affirmer de la signature de cette entente marque le début d'une ère nouvelle et renforce nos relations harmonieuses avec le gouvernement du Québec. Les défis qu'elle pose sont tout aussi immenses que le territoire du Nunavik ».

- 30 -

#### **SOURCES :**

Hubert Bolduc  
Attaché de presse  
Cabinet du premier ministre  
Tél. : (418) 643-5321

Lisa Koperqualuk  
Agent d'information  
Tél : (514) 745-8880  
Société Makivik

Haut

<< Retour

**Communiqués :** 2002 - 2001 - 2000 - 1999 - 1998 - 1997



FOR RELEASE

EMBARGO: April 9, 2002 at 10 AM

CNW CODE 01

## QUÉBEC AND THE INUIT SIGN A PARTNERSHIP AGREEMENT TO ACCELERATE THE DEVELOPMENT OF NUNAVIK

**Tasiujaq, Tuesday April 9, 2002** – The Prime Minister of Québec, Mr. Bernard Landry, the Minister of State for Population, Regions and Native Affairs, Mr. Rémy Trudel, the President of the Makivik Corporation, Mr. Pita Aatami and the Chairman of the Kativik Regional Government, Mr. Johnny N. Adams, signed a partnership agreement between the government of Québec and the Nunavik Inuit this morning in Tasiujaq. The purpose of this agreement is to accelerate the economic and community development of Northern Québec.

This 25-year Agreement was concluded during the Annual General Meeting of the Makivik Corporation, which is the forum for bringing together the representatives from fourteen Inuit communities and Nunavik's major socio-economic stakeholders. On this occasion, the Prime Minister was also accompanied by Mr. Michel Létourneau, Minister for Native Affairs and Minister for the Development of Northern Québec, as well as by Mr. André Caillé, President and Chief Executive Officer of Hydro-Québec.

"This Agreement between the government of Québec and the Inuit is founded upon the relationship of trust that we have built over recent years. It confirms our desire to work together, with a common vision of the development of Nunavik. This partnership will give a new impetus to this region of Québec's North and offers the potential to lead to considerable economic benefits for Nunavik and for all of Québec", said the Prime Minister.

"What we are achieving today is the start of an authentic and close partnership between the government of Québec and the Inuit. This Agreement shows that we, just like the government of Québec, have realized the need to establish a new partnership. This Agreement illustrates the high level of co-operation, compromise and trust which has developed between us", emphasized Mr. Pita Aatami.

## **Accelerate Hydroelectric Development in the North**

Several sites with great hydroelectric potential have been identified in Nunavik. Preliminary studies indicate that this potential could be as much as 6,300 MW to 7,200 MW. If this potential is fully realised, its implementation would result in investments of about 18 billion dollars and would create, in term of direct and indirect employment related to the construction of the hydroelectric plants and the manufacturing of the equipment, to the equivalent of 50,000 person-years in all Québec regions over many years.

Under the Agreement signed today, the Inuit undertake to work with the government of Québec to promote the development of these resources. For its part, Québec, through Hydro-Québec, will allocate 50 million dollars to conduct economic, technical and environmental studies to assess this potential and its future development.

"This Agreement opens up a whole new world. Hydro-Québec will work closely with the Inuit community of Northern Québec. The community wants to develop the hydroelectric potential of the territory. This is why we will assess together whether the projects are environmentally acceptable and profitable", Mr. André Caillé added.

## **Promote Greater Assumption of Responsibility by the Inuit for their Economic and Community Development**

The Agreement provides for the Inuit assuming responsibility for economic and community development, until now the responsibility of the government of Québec under the James Bay and Northern Québec Agreement. To this end, the government of Québec will provide 7 million dollars in 2002-2003, 8 million dollars in 2003-2004 and 15 million dollars per year thereafter. Over the life of the Agreement, therefore, more than 360 million dollars will be provided to the Inuit.

"The Agreement thus promotes a greater assumption of responsibility by the Inuit for their economic and community development. It will also provide additional resources to organizations who must meet the needs of the community in the field", noted Mr. Rémy Trudel.

## **Simplify and Enhance the Effectiveness of Funding Provided to the Kativik Regional Government and the Northern Villages**

By January 1st, 2004, at the latest, the government of Québec will bring together within one envelope the funds provided by the government of Québec to the Kativik Regional Government. The same approach will be used for each of the Northern Villages. Currently, there are several ministries and agencies which disburse these funds for a multitude of programs. The management of these funds will thus be simplified. In particular, the Kativik Regional Government and the Northern Villages will have greater autonomy in setting their priorities for action and discharging their mandates within their respective responsibilities. In this context, they should maintain the general level of services which they currently provide to their citizens.

### **Funding Priority Projects**

Lastly, Québec has agreed to implement a certain number of priority projects, some evolving from the James Bay and Northern Québec Agreement, to improve public services and infrastructures in Nunavik. These projects will result in capital expenditures totalling 115 million dollars over the next ten years.

In conclusion, Mr. Johnny N. Adams noted: "I would like to state today that the signing of this Agreement marks the beginning of a new era and will enhance our harmonious partnership with the government of Québec. The challenges contained in this agreement are as immense as the territory of Nunavik".

- 30 -

CONTACT: Hubert Bolduc  
Press Officer  
Prime Minister's Office  
Tel: (418) 643-5321

Lisa Koperqualuk  
Information Officer  
Tel: (514) 745-8880  
Makivik Corporation

**ENTENTE DE PARTENARIAT  
SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET  
COMMUNAUTAIRE  
AU NUNAVIK**

---

**La Société Makivik**

**L'Administration régionale Kativik**

**Le Gouvernement du Québec**

---



## ENTENTE DE PARTENARIAT SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMUNAUTAIRE AU NUNAVIK

- Entre** la **Société Makivik**, société dûment constituée en vertu de l'article 2 de la *Loi sur la Société Makivik* (L.R.Q., Chapitre S-18.1), représentée par son président, M. Pita Aatami
- ci-après appelée « Makivik »
- Et** l'**Administration régionale Kativik**, dûment constituée en vertu de l'article 239 de la *Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik* (L.R.Q., Chapitre V-6.1), représentée par son président, M. Johnny N. Adams
- ci-après appelée « ARK »
- Et** le **gouvernement du Québec**, représenté par le premier ministre M. Bernard Landry, et le ministre d'État à la Population, aux Régions, et aux Affaires autochtones, M. Remy Trudel
- ci-après appelé « Québec »

### PRÉAMBULE

**Attendu que** les parties, dans l'esprit de la reconnaissance de la nation inuite par l'Assemblée nationale du Québec en 1985, concluent une entente de nation à nation qui renforce les relations politiques, économiques et sociales entre le Québec et les Inuits du Nunavik et qui se caractérise par la coopération, le partenariat et le respect mutuel;

**Attendu que** Makivik, l'ARK et le Québec considèrent le développement économique et communautaire du Nunavik comme une priorité;

**Attendu que** le Nunavik dispose d'un grand potentiel en ressources humaines et économiques;

**Attendu que** les parties démontrent une grande volonté de développer ces ressources en plus de promouvoir le développement économique, la création d'emplois et les retombées économiques pour les Inuits du Nunavik et la population du Québec en général;

**Attendu que** Makivik, l'ARK et le Québec souhaitent conclure une entente de partenariat à long terme afin de proposer une vision commune du développement économique et communautaire du Nunavik;

**Attendu que** la présente entente demeure fondée en grande partie sur les engagements respectifs intervenus entre les parties en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ);

**En conséquence**, Makivik, l'ARK et le Québec conviennent de ce qui suit :

## **1. OBJECTIF DE L'ENTENTE DE PartEnAriAt**

L'objectif de la présente entente est d'établir une nouvelle relation de nation à nation et de proposer une vision commune du développement économique et communautaire du Nunavik. Aux fins de la présente entente, Makivik, l'ARK et le Québec conviennent :

- d'accélérer le développement du potentiel hydroélectrique, minier et touristique du Nunavik;
- de partager les bénéfices liés au développement économique du Nunavik;
- de favoriser les retombées économiques pour les Inuits du Nunavik;
- de favoriser une plus grande autonomie pour Makivik et l'ARK en plus de leur accorder des responsabilités accrues au niveau du développement économique et communautaire des Inuits du Nunavik;
- d'améliorer les services et les infrastructures publiques au Nunavik.

## **2. DÉVELOPPEMENT économiQUe DU Nunavik**

### **1.1 Étude sur une ligne de transport d'électricité au Nunavik**

Le Québec s'est engagé au financement d'une étude sur une ligne de transport d'électricité au Nunavik d'un montant de 3 M\$. Cette étude porte principalement sur l'analyse de la faisabilité technique et économique de la construction d'une ligne de transport qui permettrait l'alimentation en électricité des 14 villages du Nunavik ainsi que de la Société minière Raglan, en exploitation depuis 1999. Ce projet rendrait également possible l'implantation d'un réseau de télécommunications à fibres optiques reliant les villages inuits du Nunavik au réseau provincial d'Hydro-Québec.

Grâce au projet de la ligne de transport d'électricité au Nunavik, il serait possible :

- de satisfaire à meilleur prix les besoins en consommation d'électricité de la région;
- de promouvoir la prospection et les activités d'exploitation minière en réduisant considérablement les coûts liés à l'énergie;
- d'encourager la communication entre les communautés elles-mêmes et avec le reste du Québec;
- de parfaire l'utilisation de nouvelles technologies comme la télémédecine;
- de contribuer au développement du potentiel hydroélectrique du Nunavik.

Le projet de la ligne de transport d'électricité pourrait être relié à d'autres projets de centrales hydroélectriques grâce auxquels il serait possible de satisfaire les besoins en consommation d'électricité au niveau régional et d'écouler les surplus sur le réseau d'Hydro-Québec.

## 1.2 Développement hydroélectrique

- 1.2.1 Selon des évaluations préliminaires, le potentiel hydroélectrique au nord du 55<sup>e</sup> parallèle pourrait varier entre 6 300 et 7 200 MW. Le potentiel marémoteur de la baie d'Ungava est également important. Cependant, aucune étude approfondie n'a encore été menée afin de déterminer de façon précise la faisabilité associée à l'exploitation de ce potentiel hydroélectrique, tant au niveau économique que technique et environnemental.

Dans ce contexte, le Québec s'engage à évaluer le potentiel hydroélectrique au nord du 55<sup>e</sup> parallèle. Dans ce but :

- des études de pré-faisabilité techniques, économiques et environnementales seront menées;
- de plus, l'étude sur la ligne de transport d'électricité évaluera l'opportunité de construire de petites centrales hydroélectriques au Nunavik pour desservir les communautés.

- 1.2.2 Makivik s'engage à soutenir le développement du potentiel hydroélectrique du Nunavik et accepte de travailler de concert avec le Québec afin d'accélérer le développement du potentiel hydroélectrique au Nunavik, notamment dans les sites identifiés à l'annexe A.

- Au cours des quatre (4) prochaines années et aux frais du Québec, Makivik, et le Québec travailleront ensemble à l'évaluation de projets hydroélectriques potentiels.
- Le Québec remettra à Makivik et aux communautés inuites concernées du Nunavik en temps utile toute l'information concernant tous les nouveaux projets hydroélectriques proposés.
- Makivik et les communautés inuites du Nunavik qui pourraient être touchées par les projets seront impliquées dans la description technique des projets potentiels et consultées afin de minimiser les impacts environnementaux et sociaux pour les communautés.
- Les projets de développement hydroélectrique seront assujettis aux régimes de protection environnementale et sociale applicables tel que prévu à l'Annexe I du chapitre 23 de la CBJNQ.
- Dans la mesure du possible, les parties harmoniseront les processus d'évaluation applicables aux projets de développement hydroélectrique afin d'éviter les chevauchements.
- Les parties travailleront conjointement afin d'assurer également des évaluations efficaces et adéquates des projets de développement hydroélectrique.

- Hydro-Québec assumera les coûts de tous les travaux rémédiateurs ainsi que le coût de leur suivi qui seront requis dans le contexte des autorisations du gouvernement pour chacun des projets hydroélectriques qui seront entrepris, le cas échéant.

1.2.3 Pour chaque projet hydroélectrique réalisé au Nunavik (ci-après désigné « Projet Hydroélectrique »), le Québec s'engage à :

- verser annuellement à Makivik, un paiement représentant 1,25 % de la valeur de la production annuelle de mégawatts produite par le Projet Hydroélectrique;
- La valeur des mégawatts produits sera basée sur le prix annuel moyen de vente de l'électricité au Canada et aux États-Unis par Hydro-Québec.
- Dans l'éventualité où des Projets Hydroélectriques seraient réalisés au Nunavik, le Québec encouragera et facilitera la signature d'accords entre Makivik et les promoteurs de projets de développement hydroélectrique concernant les mesures rémédiatrices et leur suivi, l'embauche et les contrats.

1.2.4 Conformément à la section 2.2.3, Makivik s'engage à utiliser ces paiements pour le développement économique et communautaire

- Les Paiements versés conformément à ce qui précède devront être payés à Makivik ou à une ou plusieurs entité(s) inuite(s) du Nunavik, tel que désigné par Makivik, laquelle, en consultation avec la ou les corporation(s) foncière(s) de la ou des communauté(s) touchée(s) par le ou les Projet(s), décidera de l'utilisation et de la distribution appropriée des sommes.
- De plus, les parties conviennent que lesdits Paiements ou portions de Paiements peuvent être utilisés de la façon la plus efficace à l'aide de fondations ou de fiducies dont les bénéficiaires devront être les Inuits du Nunavik, des entités inuites du Nunavik, soient des entreprises détenues à part entière par les Inuits du Nunavik ou par des entités inuites du Nunavik ou toute combinaison des précédents; et à cette fin, les parties reconnaissent par la présente que Makivik peut établir ou entraîner l'établissement de telles entités en fiducie résidentes du Québec comme pouvant recevoir le paiement des bénéfices par un acte constitutif de fiducie.
- Sur une base annuelle, et dans un délai de six (6) mois suivant la fin de chaque exercice financier, Makivik doit soumettre au Québec un rapport annuel et des états financiers vérifiés décrivant ses activités et l'utilisation faite du paiement annuel du Québec.

- Si ce rapport et ces états financiers vérifiés ne sont pas soumis par Makivik dans le délai prescrit, le Québec peut soumettre le cas au mécanisme de règlement des différends établis par les dispositions de la présente entente. À défaut de parvenir à un règlement au moyen de ce mécanisme, le Québec peut requérir une ordonnance lui permettant de suspendre les paiements ultérieurs en attendant la soumission du rapport annuel et des états financiers vérifiés susdits. Par contre, les paiements suspendus seront rétablis rétroactivement, sans intérêts, dès que le rapport et les états financiers vérifiés auront été soumis par Makivik.

1.2.5 Nonobstant l'article 6, les engagements auxquels il est référé aux articles 2.2.3 et 2.2.4 ci-dessus doivent se poursuivre pour chaque Projet Hydroélectrique pour une durée de vingt-cinq (25) ans, et ce à compter de la date de mise en production desdits Projets Hydroélectriques.

### 1.3 Développement minier

Le contexte géologique du territoire du Nunavik est propice à la présence de minerais et des activités intensives d'exploration minière ont lieu à cet effet.

Si des projets d'exploitation minière sont entrepris, le Québec s'engage à encourager et à faciliter la signature d'accords entre Makivik et les compagnies minières concernant les mesures remédiatrices et leur suivi, les arrangements financiers, l'embauche et les contrats.

Le développement minier sur le territoire du Nunavik sera assujéti aux régimes de protection environnementale et sociale applicables stipulé à l'annexe 1 du chapitre 23 de la CBJNQ.

### 1.4 Développement de l'industrie touristique

Le potentiel touristique du Nunavik est sous-exploité.

#### 1.4.1

#### Développement des parcs

Dans le but de soutenir le développement de ce potentiel, le Québec prévoit la création de parcs provinciaux au Nunavik. Pour ce faire, le Québec fournira à l'ARK un montant de 8 M\$ sur une période de 5 ans pour procéder à des études sur le développement des parcs provinciaux suivants : Monts-Torngat-et-de-la-Rivière-Koroc, Lac-Guillaume-Delisle, Lac-à-l'Eau-Claire. L'ARK complètera aussi la cueillette préliminaire de données sur les parcs des Mont Puvimituk et du Cap Wolstenholme.

Les modalités du développement des parcs au Nunavik seront déterminées par une entente entre la Société de la faune et des parcs du Québec (FAPAQ) et l'ARK.

## 1.4.2

Création du parc des Pingualuit

Le Québec s'engage à créer le parc des Pingualuit. Une somme de 3,9 M\$ sera octroyée à l'ARK au cours d'une période de cinq ans pour couvrir les coûts d'opération suivants : la rémunération des employés, l'exploitation et l'entretien des édifices, des véhicules, des sentiers et autres équipements et les dépenses administratives. Le Québec allouera aussi un montant de 5,7 M\$ à l'ARK pour couvrir les dépenses en capital au cours des cinq prochaines années.

En retour, Makivik et le Québec devront convenir d'une convention complémentaire appropriée à la CBJNQ. L'ARK et Makivik devront convenir, avec le Québec, d'une entente particulière de gestion concernant le parc des Pingualuit.

### **1.5 Financement de projets communautaires et économiques**

1.5.1 Le Québec paiera conjointement à Makivik et à l'ARK ou, avec l'accord des parties, à Makivik et à l'ARK séparément, les sommes suivantes totalisant :

- 7 M\$ la première année de la présente;
- 8 M\$ la deuxième année de la présente;
- 15 M\$ au cours de la troisième année et des années subséquentes de la présente entente.

Le premier paiement annuel devra être effectué dans un délai de soixante (60) jours suivant la date de ratification de la présente entente et par la suite, les montants annuels devront être payés en quatre (4) versements égaux échelonnés environ une fois tous les trois mois.

1.5.2 Le financement selon les dispositions de l'article 2.5.1 serait un outil flexible destiné à répondre aux besoins spécifiques de la population du Nunavik en finançant des projets communautaires et économiques, en priorité ceux découlant de la mise en œuvre de la CBJNQ, et en fournissant aux communautés locales des meilleures perspectives de développement économique et communautaire. Makivik et l'ARK devront établir les priorités à cet égard.

1.5.3 Makivik et l'ARK seront responsables de l'établissement d'un calendrier d'achèvement des travaux et d'un plan prévisionnel des dépenses pour les projets, couvrant la période prévue dans la présente entente et doivent informer le Québec des résultats de ces prévisions et de ce calendrier.

1.5.4 À compter de l'année suivant le paiement par le Québec de la première somme de 15 M\$ conformément aux dispositions de l'article 2.5.1 ci-dessus, l'aide financière fournie à l'article 2.5.1 devra être indexée selon l'indice des prix à la consommation (IPC) du Québec et également, de façon graduelle au cours d'une période de cinq ans, selon la croissance de la population au Nunavik.

- 1.5.5 La croissance réelle de la population au Nunavik utilisée dans le calcul de l'indexation proviendra du recensement de Statistique Canada. Cependant, une estimation de la croissance annuelle de la population sera effectuée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) afin de déterminer l'indexation applicable dans le contexte de cet accord.
- Dès que des nouvelles données seront rendues disponibles par Statistique Canada, un mécanisme de révision sera appliqué à la formule d'indexation susdite afin d'apporter les correctifs entre la croissance réelle et la croissance de la population au Nunavik telle qu'estimée par l'ISQ.
- 1.5.6 Le financement décrit à l'article 2.5.1 devra être effectué sans préjudice au financement québécois des opérations et du capital pour le Nunavik et en addition à celui-ci. Il devra être sans préjudice au renouvellement de tout financement comprenant mais ne se limitant pas à, entre autres, Pivallutiit (SAA), Makigiarutiit (SAA) et Isurruutiit (MAMM).
- 1.5.7 Le Québec maintiendra l'accès aux programmes réguliers aux Inuits du Nunavik de même qu'à Makivik et à l'ARK, sous réserve de l'application normale des critères d'application à ces programmes.
- 1.5.8 À l'exécution des dispositions prévues à l'article 2.5.1 de cet accord par le Québec, Makivik fournira au Québec une quittance complète et totale, pour toute la durée de la présente entente, à l'égard des dispositions suivantes de la CBJNQ :
- les articles 29.0.33 à 29.0.39 inclusivement;
  - les articles 29.0.28 à 29.0.30 inclusivement;
  - le coût associé à la mise en vigueur de tout arrangement contenu dans toute convention complémentaire relative au chapitre 3 de la CBJNQ.

### 3. FINANCEMENT global DE L'ARK ET DES VILLAGES NORDIQUES

- 1.1 Le Québec s'engage à simplifier et à rendre plus efficace le transfert de fonds publics à l'ARK et, sur demande, aux villages nordiques (VNS) et à fournir à ces organismes une plus grande autonomie dans l'établissement de leurs priorités d'intervention et l'exécution de leurs mandats respectifs. À cet effet, des subventions à l'ARK et aux VNS provenant de divers ministères et organismes du Québec seront regroupées dans une enveloppe unique (financement global) pour chacun des VNS et pour l'ARK. Toutes les économies d'échelle réalisées par la mise en place de ce financement global pourront être utilisées à l'amélioration du financement des services offerts dans les communautés locales.



1.2 Le financement global de l'ARK et des VNS devra être basé sur les lignes directrices suivantes :

- 1.1.1 Des discussions seront menées entre le Québec et l'ARK pour identifier les programmes qui seront intégrés à l'intérieur du financement global et les conditions générales et les objectifs relatifs à ce financement global afin d'arriver à un accord final sur le financement global.

Tous les montants payés conformément au financement global de cette section devront être indexés selon la croissance de la population au Nunavik et l'évolution des dépenses de programmes per capita du Québec.

Le mécanisme de révision de l'indexation applicable à l'article 2.5.5 pour la croissance de la population sera aussi appliqué au financement de l'ARK et des VNS.

- 1.1.2 L'ARK et les VNS auront le pouvoir de déterminer l'allocation de leur propre enveloppe unique en accord avec leurs priorités. Cependant, cette allocation devra respecter les rôles et responsabilités existants de l'ARK et des VNS ainsi que le niveau général des services fournis à la population et aux communautés.

- 1.1.3 L'ARK et les VNS feront un rapport aux organismes responsables des enveloppes uniques pour le Québec en déposant annuellement :

- un budget et un rapport financier détaillé pour toutes leurs activités;
- un rapport détaillé des opérations menées, des objectifs généraux et des résultats obtenus comparés aux prévisions du Québec au début de chaque année.

- 1.1.4 La consolidation du financement fourni à l'ARK et aux VNS dans une enveloppe unique doit être mise en place au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### **4. PROJETS PRIORITAIRES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMUNAUTAIRE**

##### **1.1 Le pavage des routes locales**

Quelque dix kilomètres seulement du réseau routier du Nunavik sont pavés. Le climat nordique détériore rapidement les chemins de gravier et les routes d'accès aéroportuaire des collectivités inuites du Nunavik. L'état des routes génère des coûts d'entretien élevés pour les municipalités et pour les véhicules qui doivent être remplacés plus souvent qu'ailleurs au Québec. En l'absence de réseaux d'aqueduc et d'égout, l'amélioration du réseau routier est important pour les villages nordiques compte tenu que ceux-ci doivent livrer quotidiennement l'eau potable et collecter les eaux usées par camion citerne.

Afin d'améliorer l'état des routes dans les villages nordiques, le Québec apportera un soutien technique au pavage de 90 kilomètres de routes locales (y compris les voies d'accès aux aéroports) et un soutien financier n'excédant pas 35,5 M\$, sans compter les intérêts (coûts temporaires et à long terme), les frais de courtage et de refinancement, selon des modalités à définir. Les travaux débiteront à l'été 2002 et se poursuivront pendant sept (7) ans, suivant un calendrier de travaux approuvé par un comité technique composé de représentants du Québec et de l'ARK.

Le financement de ce projet prendra la forme d'un service de dette, suivant les conditions et la planification d'un calendrier d'amortissement à définir au terme d'une entente entre le ministère des Transports du Québec (MTQ) et l'ARK.

### **1.2 Infrastructures maritimes**

Aucune route ne donne accès aux villages nordiques qui sont isolés du reste du Québec. La desserte maritime est le seul moyen de transport de marchandises lourdes au Nunavik. L'utilisation des voies navigables est donc un important facteur de promotion du développement économique au Nunavik. Cependant, la plupart des villages inuits du Nunavik n'ont pas d'infrastructures maritimes assurant un accès maritime sécuritaire.

Les coûts reliés à la mise en place d'infrastructures maritimes sont estimés à 88 M\$ (phases I et II comprises). La participation du Québec à ce projet sera de l'ordre de 50 % de ce 88 M\$ (y compris les montants que le Québec a déjà versés). Les travaux s'échelonneront sur une période de sept à dix ans suivant l'entrée en vigueur de la présente entente.

Un comité technique sera formé afin de définir les caractéristiques de la phase II et d'assurer la coordination entre la phase I et la phase II.

Les modalités de financement du projet seront spécifiées dans une entente entre le MTQ et l'ARK.

Le Québec financera également les coûts d'entretien journaliers, y compris les réparations majeures, à la condition que le gouvernement fédéral y participe, aux termes et conditions à être convenus entre le gouvernement fédéral et les parties.

### **1.3 Amélioration des services de police**

Plusieurs postes de police du Nunavik sont dans un piètre état. De nouveaux postes de police doivent être construits de toute urgence afin de doter les agents de police inuits du Nunavik d'un milieu de travail adéquat. De plus, le nombre d'agents de police au Nunavik devra être augmenté pour mieux servir le vaste territoire du Nunavik et sa population en pleine croissance.

À cet effet, le Québec déboursera en 2002 un montant additionnel de 1,5 M\$ équivalant à 48 % du coût total pour améliorer les services de police au Nunavik et initier la construction de postes de police.

Le 1<sup>er</sup> avril 2003, au moment du renouvellement de l'entente tripartite entre le gouvernement fédéral, le Québec et l'ARK, le Québec financera sa part des coûts, soit 48 % du coût total de l'embauche de 54 agents de police au coût unitaire de 148 800 \$ et la construction de postes de police. Ce montant sera indexé sur une base annuelle pour les années subséquentes, conditionnellement à la participation du gouvernement fédéral.

Les modalités de cet arrangement financier seront énoncées dans une entente entre le ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP) et l'ARK.

Les parties conviennent de poursuivre les négociations avec le gouvernement fédéral en ce qui a trait à sa part du financement des services de police.

#### **1.4 Services correctionnels**

En matière de services correctionnels, le Québec favorise la mise en place de plus petits établissements situés, lorsque possible, dans différentes régions, afin de favoriser la réinsertion graduelle des contrevenants. Les contrevenants inuits du Nunavik sont incarcérés dans le sud du Québec, loin de leur collectivité, où les contacts avec leur environnement sont restreints.

Pour remédier à cette situation, le Québec s'engage à construire et rendre opérationnel, au plus tard le 31 décembre 2005, un établissement de détention de quarante (40) places au Nunavik et ce, dans l'esprit général du « Rapport du comité de travail mixte sur la gestion des sentences en milieu inuit » déposé en janvier 2002. Le Québec assumera les coûts d'opération de cet établissement.

En échange, Makivik donnera une quittance complète et totale au Québec de toute responsabilité relativement à l'article 20.0.25 de la CBJNQ portant sur les établissements de détention et ce, pour la durée de la présente entente.

De plus, le Québec s'engage à construire et rendre opérationnel, d'ici au 1<sup>er</sup> avril 2004, un centre résidentiel communautaire (CRC) au Nunavik pouvant accueillir dix (10) personnes et à financer les coûts d'opération.

#### **1.5 Gestion de la faune et application des règlements**

Actuellement, une équipe composée de trois agents saisonniers de la FAPAQ assure la protection de la faune dans l'ensemble du Nunavik. Ces ressources doivent être renforcées compte tenu de la grandeur du territoire et de l'environnement naturel favorisant les activités de chasse et de pêche.

Afin d'assurer une meilleure gestion de la faune et l'application des règlements, le Québec engagera et formera, d'ici au 1<sup>er</sup> avril 2004, six (6) agents de conservation de la faune additionnels pour le Nunavik et il versera à l'ARK la somme de 0,6 million \$ annuellement pour l'embauche d'adjoints à la protection de la faune, lesquels seront formés par la FAPAQ. Ce financement sera intégré dans l'enveloppe globale de

l'ARK prévue à la section 3 de la présente entente.

En retour et supposant qu'il n'y a pas d'accès routier ou ferroviaire et que l'arrivée d'employés non-bénéficiaires sur le territoire n'est pas anormalement élevée, Makivik donnera au Québec une quittance complète et totale de toute responsabilité relativement à l'article 24.10 de la CBJNQ pour la durée de la présente entente. Si un accès terrestre au territoire était établi ou qu'une arrivée massive d'employés non bénéficiaires se produisait, les parties s'engagent à revoir l'article 4.5 de la présente entente, y compris le dégageant de responsabilité de la part de Makivik, afin de discuter des besoins éventuels qui tiendraient compte de ces développements.

#### **1.6 Appels d'offres publics**

Les contrats pour l'acquisition de biens, de services et pour des travaux de construction constituent un important marché pour les petites et moyennes entreprises. Ces contrats contribuent à stimuler le développement économique et favorisent la création d'emplois dans les collectivités locales.

Afin d'inciter les entreprises inuites du Nunavik à présenter des soumissions et de leur faciliter l'octroi de contrats, le Québec, conformément aux dispositions de l'*Accord sur le commerce intérieur* ou de toute autre entente similaire, évaluera la possibilité de modifier la loi afin de permettre à l'ARK, à la Commission scolaire Kativik, au Conseil régional de développement Katujinik et à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik de mettre en œuvre un processus visant à ce que les contrats de biens et de services soient accordés en priorité aux entreprises inuites du Nunavik.

### **5. mise en œuvre de l'entente de partenariat**

**1.1** Le Québec, Makivik et l'ARK s'entendent pour créer un comité conjoint de coordination composé de quatre (4) représentants du Québec, de deux (2) représentants de Makivik et de deux (2) représentants de l'ARK. Le nombre des représentants peut être révisé avec l'accord des parties. Le mandat de ce comité est le suivant :

- assurer une mise en œuvre harmonieuse et un suivi efficace de la présente entente et résoudre toute question concernant l'application de la CBJNQ;
- trouver des solutions mutuellement acceptables aux différends liés à l'interprétation ou la mise en œuvre de la présente entente et de la CBJNQ.

**1.2** Dans la mesure du possible, les parties éviteront le recours au système judiciaire pour l'interprétation et la mise en œuvre de la présente entente et de la CBJNQ. Aux termes de l'article 5.1 de la présente entente, les parties conviennent de mettre en place un mécanisme de résolution des différends défini à l'annexe B, afin de ne faire appel aux tribunaux ou autres forums qu'en dernier recours.

### **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

La durée de la présente entente sera de vingt-cinq (25) ans débutant à la date prévue à l'article 7.4.

## **7. Dispositions GÉNÉRALES**

- 7.1 Les dispositions de la CBJNQ, des ententes et des arrangements financiers existants continueront d'être appliquées, à moins d'indications contraires à cet effet dans la présente entente. Plus particulièrement, et sans limiter les dispositions générales qui précèdent, tout financement du gouvernement prévu dans la présente entente ne s'applique pas et n'entend pas s'appliquer aux services réguliers en santé, dans le domaine des services sociaux, en éducation et dans le domaine des régimes environnementaux du Nunavik.
- 7.2 Le préambule du présent document fait partie intégrante de la présente entente.
- 7.3 La présente entente est une entente finale assujettie à la ratification avant le 10 mai 2002 par Makivik et l'ARK de résolutions de leurs conseils respectifs après consultation.
- 7.4 Les dispositions de la présente entente entreront en vigueur le jour suivant la réception de ces résolutions, à Québec, au bureau du premier ministre.
- 7.5 Si ces résolutions n'ont pas été reçues d'ici le 15 mai 2002, la présente entente sera considérée comme nulle et non avenue.
- 7.6 La présente entente peut faire l'objet d'amendements, de temps à autre, avec le consentement du Québec, de Makivik et de l'ARK.
- 7.7 La présente entente ne constitue pas une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
- 7.8 Dans le cadre de la présente entente, l'expression « Inuits du Nunavik » désigne les personnes inscrites ou qui ont le droit de s'inscrire en tant qu'Inuit bénéficiaire, aux termes de la *Loi sur les autochtones cris, inuit et naskapis* (L.R.Q., ch. A-33.1).
- 7.9 Les paiements prévus aux articles 2.2.3 et 2.5.1 ne seront pas sujets à une forme quelconque d'imposition, de taxe, de charge, de frais ou de prélèvement par le Québec.

## **8. interprétation**

Il y a une version inuit, française et anglaise de la présente entente. Les versions française et anglaise font autorité.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À TASIUJAO EN CE 9<sup>E</sup>  
JOUR D'AVRIL 2002

**Pour le gouvernement du Québec :**

**Pour la Société Makivik :**

---

Bernard Landry  
Premier ministre

---

Pita Aatami  
Président

**et**  
**Pour l'Administration régionale**  
**Kativik :**

---

Rémy Trudel  
Ministre d'État à la Population, aux  
Régions et aux Affaires autochtones

---

Johnny N. Adams  
Président

**ANNEXE A****SITES HYDROÉLECTRIQUES POTENTIELS DU NUNAVIK****Potentiels grande puissance**

Rivières suivantes :

- Nastapoka
- À la Baleine
- George
- Aux Mélézes
- Caniapiscau
- Aux Feuilles

**Potentiels petite puissance**

Rivières suivantes :

- Kovik
- Decoumte
- Buet

## ANNEXE B

### RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

#### INTRODUCTION

En général, les parties éviteront le recours au système judiciaire pour l'interprétation et la mise en œuvre de la présente entente et de la CBJNQ. Les parties conviennent de mettre en place un mécanisme de résolution des différends, afin de ne faire appel aux tribunaux ou autres forums qu'en dernier recours.

#### DÉFINITION

Aux fins de ce mécanisme de résolution des différends, un différend désigne toute controverse, réclamation ou mésentente concernant l'interprétation ou la mise en œuvre de la présente entente ou de la CBJNQ qui est formellement soulevée par l'une ou l'autre des parties.

#### PARTIES AU LITIGE

Les seules parties autorisées à faire état de différends à être résolus selon le présent mécanisme de résolution des différends sont les suivantes : Makivik, l'ARK et le Québec.

#### PROCESSUS DE RÉOLUTION DES DIFFÉRENDS

Les parties s'efforceront de régler les différends de bonne foi, au moyen d'une coopération et d'une consultation afin d'en arriver à des solutions mutuellement acceptables.

Si les parties ne parviennent pas à résoudre elles-mêmes un différend, celui-ci doit être alors soumis au comité conjoint de coordination établi en vertu de la section 5 de la présente entente.

Si le comité conjoint de coordination ne parvient pas à un terrain d'entente, le différend sera soumis à une tierce partie indépendante et impartiale aux fins de médiation, suivant le processus suivant :

- a) le médiateur sera choisi conjointement par les parties et, à défaut d'une entente, une requête sera présentée à un juge de la Cour supérieure pour procéder à cette nomination;
- b) chaque partie soumettra son point de vue au médiateur sur la façon de régler le différend;
- c) les parties reconnaissent que le processus de médiation ne peut avoir effet que dans la mesure où les parties renoncent à toute prescription acquise et reconnaissent que la prescription (si applicable) de tout droit, réclamation ou affaire se rapportant au présent litige sera interrompue et, si nécessaire, fera l'objet d'une renonciation périodique, jusqu'à ce que le médiateur déclare le processus de médiation terminé;
- d) le processus de médiation et toutes les procédures associées au différend sont et demeureront confidentiels;



- e) le médiateur ne rédigera aucun rapport ni ne fera de recommandations sans l'autorisation expresse des parties;
- f) toute partie peut demander au médiateur de mettre fin au processus de médiation s'il y a lieu de croire, malgré tous les efforts et la bonne foi des parties, que la médiation ne permettra pas de trouver un terrain d'entente.

Les parties peuvent à tout moment du processus accepter d'accorder au médiateur les pouvoirs, l'autorité et la compétence d'un arbitre, y compris ceux d'amiable compositeur, le tout au sens et selon les prescriptions du *Code civil du Québec* et du *Code de procédure civile du Québec*.

Chaque partie assumera ses frais relativement à cette médiation : 50 % des frais et honoraires du médiateur seront assumés par le Québec et 50 % par Makivik et l'ARK.

**PARTNERSHIP AGREEMENT  
ON ECONOMIC AND COMMUNITY DEVELOPMENT  
IN NUNAVIK**

---

**The Makivik Corporation**  
**The Kativik Regional Government**  
**Le Gouvernement du Québec**

---

**PARTNERSHIP AGREEMENT  
ON ECONOMIC AND COMMUNITY DEVELOPMENT  
IN NUNAVIK**

- Between** the **Makivik Corporation**, a corporation duly incorporated under Section 2 of the *Act respecting the Makivik Corporation* (R.S.Q., Chapter S-18.1), represented by its President, Mr. Pita Aatami
- hereinafter referred to as "Makivik"
- And** the **Kativik Regional Government**, constituted under Section 239 of the *Act respecting Northern Villages and the Kativik Regional Government* (R.S.Q., Chapter V-6.1), represented by its Chairman, Mr. Johnny N. Adams
- hereinafter referred to as "KRG"
- And** Le Gouvernement du Québec, represented by the premier ministre, Mr. Bernard Landry and the ministre d'État à la population, aux Régions et aux Affaires autochtones, Mr. Rémy Trudel
- hereinafter referred to as "Québec"

**PREAMBLE**

**Whereas** the parties, in the spirit of the recognition of the Inuit nation by the National Assembly of Québec in 1985, enter hereby into a nation-to-nation Agreement which strengthens the political, economic and social relations between Québec and the Nunavik Inuit, and which is characterized by cooperation, partnership and mutual respect;

**Whereas** Makivik, KRG and Québec consider the economic and community development in Nunavik as a priority;

**Whereas** there is a strong potential of human and economic resources in Nunavik ;

**Whereas** the parties express a strong will to develop these resources and to promote economic development, job creation and economic spin-offs for Nunavik Inuit and the population of Québec in general;

**Whereas** Makivik, KRG and Québec wish to enter into a long term partnership agreement in order to put forward a common vision of the economic and community development of Nunavik;

**Whereas** this Agreement remains noticeably based on the respective commitments of the parties under the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA);

**Therefore** Makivik, KRG and Québec agree as follows:

## 1. Purpose of the Partnership Agreement

The purpose of this Agreement is to establish a new nation-to-nation relationship and to put forward a common vision of the economic and community development of Nunavik. Under this Agreement, Makivik, KRG and Québec, agree:

- to accelerate the development of the hydroelectric, mining and tourism potential of Nunavik;
- to share the benefits of the economic development of Nunavik;
- to favor economic spin-offs for Nunavik Inuit;
- to favor a greater autonomy for Makivik and KRG and more responsibilities on the economic and community development of Nunavik Inuit;
- to enhance public services and infrastructures in Nunavik.

## 2. Economic development of Nunavik

### 2.1 Nunavik electric transmission line study

Québec has agreed to fund a Nunavik electric transmission line study at a cost of \$3 million. The main objective of this study is to examine the technical and economic feasibility of building a transmission line making it possible to supply electricity to the 14 villages of Nunavik as well as the Raglan Mining Corporation in operation since 1999. This project would also make possible to install a fiber optic telecommunications network linking Nunavik Inuit villages to Hydro-Québec's provincial network.

If the Nunavik electric transmission line project were to be carried out, it would make possible:

- to meet regional electric consumption needs at a better price;
- to promote exploration and mine production activities by reducing substantially energy costs;
- to improve communication between the communities themselves and the rest of Québec;
- to improve the use of new technologies such as telemedicine;
- to contribute to the development of the hydroelectric potential of Nunavik.

The transmission electric line project could be tied in with hydroelectric generating station projects which would make it possible to meet regional consumption needs and send the surplus on Hydro-Québec's network.

### 2.2 Hydroelectric development

2.2.1 Based on preliminary evaluations, the hydroelectric potential north of the 55<sup>th</sup> parallel could vary from 6 300 and 7 200 MW. The tidal power potential of Ungava Bay is also important. However, no exhaustive study exists to precisely confirm the economic, technical and environmental feasibility associated with the exploitation of this hydroelectric potential.

Within this context, Québec undertakes to evaluate the hydroelectric potential north of the 55<sup>th</sup> parallel. In order to do so:

- technical, economic and environmental pre-feasibility studies will be conducted;
- in addition, the power transmission line study will evaluate the opportunity of building small hydroelectric generating stations in Nunavik to serve the communities.

2.2.2 Makivik undertakes to support the development of the hydroelectric potential of Nunavik and agree to work with Québec in order to accelerate the development of the hydroelectric potential in Nunavik, notably the areas already identified in Schedule A.

- Within the next four (4) years and at the cost of Québec, Québec and Makivik will work together to evaluate potential hydroelectric projects.
- There will be full and timely disclosure by Québec to Makivik and the concerned Nunavik Inuit communities with respect to all proposed new hydroelectric projects.
- Makivik and the Nunavik Inuit communities that may be affected will be involved and consulted in the technical description of potential projects in order to reduce environmental and social impacts on the communities.
- As contemplated in Schedule 1 under section 23 of the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA), hydroelectric development projects will be subject to the applicable environmental and social protection regimes.
- The parties will endeavour to harmonize insofar as possible the assessment processes applicable to hydroelectric development projects in order to avoid duplication.
- The parties will also work together to ensure efficient and proper evaluations of the hydroelectric development projects.
- Hydro-Québec will assume the costs of all remedial works and all monitoring required under government authorizations for each hydroelectric project that will be carried out, if any.

2.2.3 For each hydroelectric project carried out in Nunavik (hereinafter referred to as the "Hydroelectric Project"):

- Québec undertakes to pay to Makivik 1.25 % of the value of the annual production of megawatts produced by the Hydroelectric Project.
- The value of megawatts produced will be based on the average annual sale price of electricity by Hydro-Québec in Canada and the United States.
- With respect to Hydroelectric Projects carried out in Nunavik, Québec will also encourage and facilitate the signing of agreements between Makivik and hydroelectric development project promoters concerning remedial measures and monitoring, employment and contracts.

2.2.4 Pursuant to section 2.2.3 Makivik undertakes to use these benefits for economic and community development.

- Benefits to be paid pursuant to the foregoing, shall be paid to Makivik or such other one or more Nunavik Inuit entity designated by Makivik which, in consultation with the Landholding Corporation of the community(ies) affected by the Project or Projects, will decide upon an appropriate use and distribution thereof.
- Moreover, the parties acknowledge that the said benefits or parts thereof may be more effectively used through the use of foundations or trusts, the beneficiaries of which shall be Nunavik Inuit, Nunavik Inuit entities, enterprises wholly-owned by Nunavik Inuit or Nunavik Inuit entities, or combinations thereof; and to such end, the parties hereby acknowledge that Makivik may establish or cause to be established such Québec resident trust entities by a trust deed as trusts to receive payment of the benefits.
- Makivik shall submit to Québec on an annual basis, in the six (6) months following the close of each financial year, an annual report and audited financial statements, describing its activities and the use of the annual payment from Québec.
- If this report and these audited financial statements are not submitted by Makivik within this time frame, Québec may submit the matter to the dispute resolution mechanism set out in this Agreement and, failing resolution through this means, may seek a court order allowing it to suspend subsequent payments pending the submission of said annual report and audited financial statements. The suspended payments will however be re-instituted retroactively, without interest, as soon as these report and audited financial statements have been submitted by Makivik.

1.1.5 Notwithstanding section 6, the undertakings referred to in subsections 2.2.3 and 2.2.4 above shall continue for each Hydroelectric Project for twenty-five (25) years from the date each such Hydroelectric Project commences to produce electricity.

### **2.3 Mining development**

The geological context of the territory of Nunavik is conducive to the presence of minerals and there are intensive exploration activities to that effect.

If any mining projects were to take place, Québec undertakes to encourage and facilitate the signing of agreements between Makivik and the mining companies concerning remedial measures and monitoring, financial arrangements, employment and contracts.

As contemplated in Schedule 1 of Section 23 of the JBNQA, mining development on the Nunavik territory will be subject to the applicable environmental and social protection regimes.

### **2.4 Development of the tourism industry**

Nunavik has an under-exploited tourism potential.

#### 2.4.1 Development of parks

To support the development of this potential, Québec foresees the creation of provincial parks in Nunavik. In order to do so, Québec will provide to KRG an amount of \$8 million over 5 years to carry out studies for the development of the following provincial parks: Monts-Torngat-et-de-la-Rivière-Koroc, Lac-Guillaume-Delisle, Lac-à-l'Eau-Claire. KRG will also complete the preliminary collection of data for the Mont Puvirnituk and Cap Wolstenholme parks.

The modalities for the development of parks in Nunavik will be determined in an agreement between the Société de la Faune et des Parcs du Québec (FAPAQ) and KRG.

#### 2.4.2 Creation of the Pingualuit Park

Québec undertakes to create the Pingualuit Park. An amount of \$3.9 million will be provided to KRG over a five-year period to cover the following operation costs: remuneration of employees, operation and maintenance for buildings, vehicles, trails and other park facilities and administration expenses. Québec will also allow an amount of \$5.7 million to KRG to cover the capital expenses over the next five years.

In return, Makivik and Québec shall enter into an appropriate complementary agreement to the JBNQA, and KRG and Makivik shall enter into an appropriate park management agreement with Québec, the whole in connection with Pingualuit Park.

### 2.5 **Funding for community and economic development projects**

2.5.1 Québec will pay to Makivik and KRG jointly or, subject to agreement of the parties, to Makivik and KRG separately, the following amounts totalling:

- \$7 million in the first year of the Agreement;
- \$8 million in the second year of the Agreement;
- \$15 million in the third year and each subsequent year of the Agreement.

The first annual payment shall be made within sixty (60) days of the date of execution of this Agreement and thereafter the annual amounts shall be paid in four (4) equal installments approximately three months apart.

2.5.2 Funding in section 2.5.1 would be a flexible tool designed to respond to the specific needs of the population of Nunavik in financing community and economic projects, in priority those arising from the implementation of the JBNQA, and in providing local communities with greater opportunities for economic and community development. Makivik and KRG shall establish the priorities in this regard.

2.5.3 Makivik and KRG will be responsible for setting up a completion timetable and expenditure forecast for projects, for the period covered by this Agreement and inform Québec of the results of these forecast and timetable.

2.5.4 Beginning in the year following payment by Québec of the first \$15 million payment pursuant to section 2.5.1 above, the financial assistance provided for in section 2.5.1 shall be indexed according to the Consumer Price Index (CPI) of Québec and also, gradually over a five-year period, to the growth of the population in Nunavik.

2.5.5 The actual growth of population in Nunavik used for the indexation will be based on Statistics Canada's Census. However, an estimation on the annual growth of the population will be done by the Institut de la Statistique du Québec (ISQ) in order to determine the indexation applicable in the context of this Agreement.

Whenever new data is made available by Statistics Canada, a revision mechanism will be applied to the above indexation formula in order to correct the difference between the actual growth and the ISQ's estimated growth of the population in Nunavik.

2.5.6 The funding in section 2.5.1 shall be without prejudice to and in addition to Québec operation and capital funding for Nunavik and shall be without prejudice to the renewal of any such funding, which includes, but is not limited to, inter alia, Pivallutiit (SAA), Makigiarutiit (SAA) and Isurruutiit (MAMM).

2.5.7 Québec will maintain for the Nunavik Inuit as well as for Makivik and KRG access to regular programs, subject to the usual application criteria of these programs.

2.5.8 Subject to the fulfillment by Québec of its undertakings under section 2.5.1 of this Agreement, Makivik hereby gives Québec a full and complete discharge, for the duration of this Agreement, with regard to the following provisions in the JBNQA:

- sections 29.0.33 to 29.0.39 inclusive;
- sections 29.0.28 to 29.0.30 inclusive;
- the costs associated with implementing any arrangement contained in any complementary agreement related to Chapter 3 of the JBNQA.

### **3. Block funding of KRG and the northern villages**

3.1 Québec undertakes to simplify and make more efficient the public funds paid to KRG and, upon request, to Northern Villages (NVs) and to provide these organizations with a greater autonomy in the establishment of their intervention priorities and the carrying out of their respective mandates. To that effect, subsidies to KRG and the NVs from various Québec departments and agencies will be consolidated in a single envelope (Block Funding) for each of the NVs and for KRG. Any economies of scale achieved through the implementation of this Block Funding could be used to improve the funding of the services offered in the local communities.

3.2 The Block Funding of KRG and NVs shall be based on the following guidelines:

3.2.1 The single envelopes (hereinafter referred to as Block Funding) of transfers will be under the responsibility of one organization within Québec for KRG and one organization for the NVs.



Discussions will be held between Québec and KRG to identify which programs will be amalgamated within the Block Funding and concerning the general conditions and objectives related to this Block Funding before reaching a final agreement on Block Funding.

All amounts paid pursuant to Block Funding under this section shall be indexed according to the growth of the population in Nunavik and the evolution of Québec's per capita program expenditures in Québec.

The indexation revision mechanism applicable under section 2.5.5 for the growth of population will also apply to the funding for KRG and the NVs.

- 3.2.2 KRG and the NVs will have the power to determine the allocation of their own single envelope according to their priorities. However, this allocation will have to respect the existing roles and responsibilities of KRG and the NVs as well as the general level of services provided to the population and the communities.
- 3.2.3 KRG and the NVs will report to the organizations responsible for the single envelopes for Québec in tabling annually:
- a budget and a detailed financial report for all their activities;
  - a report detailing the operations conducted and the general objectives and results attained as compared to those foreseen by Québec at the beginning of each year.
- 3.2.4 The consolidation of the funding provided to KRG and the NVs into single envelopes shall be implemented no later than January 1<sup>st</sup>, 2004.

#### **4. Community and economic development priority projects**

##### **4.1 Paving of local roads**

Some ten kilometers of the Nunavik road network is paved. Because of the northern climate, municipal gravel roads and airport access roads are in poor condition. They generate high vehicles maintenance costs for the municipalities and vehicles must be replaced on a more frequent basis than elsewhere in Québec. In the absence of aqueducts and sewage underground piping systems, the improvement of the roads network is important for Northern villages as they have no other alternative but to deliver water and collect sewage by tanker trucks all year round.

To improve road conditions in Nunavik Inuit villages, Québec undertakes to finance and to give its technical support to pave 90 kilometers of local roads (including access roads leading to airports) for a maximum amount of \$35.5 million excluding the interest costs (temporary and long term costs), broker fees and refinancing fees, under modalities to be specified. The work will begin in the summer of 2002 and will extend over a 7 year period based on a schedule to be validated by the technical committee to be formed, which committee will include representatives from Québec and KRG.

The financing of this project will take the form of a debt service according to conditions and planning of an amortization schedule to be defined in an agreement between the Ministère des Transports du Québec (MTQ) and KRG.

#### **4.2 Marine infrastructures**

Northern villages are not linked by road and are isolated of the rest of Québec. The only mean of transporting heavy materials to Nunavik is by sea. The use of waterways is therefore a fundamental factor for promoting the economic development of Nunavik. However most Nunavik Inuit villages do not have the necessary marine infrastructures to ensure safe access to the sea.

The cost of the implementation of the marine infrastructures is estimated to \$88 million (including phases I and II). Quebec will participate up to 50 % of this amount of \$88 million (including amounts already paid by Québec). The work will extend over a period of 7 to 10 years from the execution of this Agreement.

A technical committee will be formed to define the characteristics of phase II and the coordination between phase I and II.

The financing of this project will be specified in an agreement between the MTQ and KRG.

Québec will also fund the daily maintenance costs, including major reparations, subject to federal contribution, under conditions to be agreed upon between Canada and the parties.

#### **4.3 Improvement of police services**

Several police stations in Nunavik are in a very poor state of repair. The construction of new police stations is urgent to ensure Nunavik Inuit police officers adequate workplaces. Moreover, the number of police officers in Nunavik needs to be increased in order to better serve the vast territory of Nunavik and its rapidly growing population.

To that effect, for 2002, Québec agrees to disburse an additional amount of \$ 1.5 million representing 48 % of the total cost to improve police services in Nunavik and initiate the construction of police stations.

As of April 1<sup>st</sup>, 2003, at the renewal of the Police tripartite agreement between Canada, Québec and KRG, Québec agrees to fund its share (48 %) of the total cost of 54 police officers at a unit cost of \$148 800 and construction of police stations. Such amount will be indexed annually for subsequent years subject to the participation of the Federal government.

The modalities of the above financial arrangements will be confirmed in an agreement between the Ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP) and KRG.

The parties agree to continue negotiations with the Federal government regarding its funding of its share of the cost of police services.

#### **4.4 Correctional services**

Regarding correctional services, Québec favours the implementation of smaller establishments located, whenever possible, in various regions, thereby promoting the gradual reintegration of offenders. Nunavik Inuit offenders are held in custody in southern Québec far away from their communities where they have limited contacts with their environment.

To remedy this situation, Québec undertakes to build and make operational by no later than December 31<sup>st</sup> 2005 a forty (40) places detention facility in Nunavik in the general spirit of the "Report of the joint working group on sentence

management in Nunavik" dated January 2002 and fund the operation costs.

In return, Makivik will provide to Québec a full and complete discharge, for the duration of this Agreement, of section 20.0.25, of the JBNQA concerning detention facilities.

Furthermore, Québec undertakes to build and make operational, by no later than April 1<sup>st</sup> 2004, a ten (10) places community residential center (half-way house) in Nunavik and fund the operation costs.

#### **4.5 Wildlife management and enforcement**

Currently, wildlife protection in all of Nunavik is provided by a team of three seasonal officers of the FAPAQ. These resources need to be increased considering the size of the territory and the natural environments that favour the practice of hunting and fishing activities.

To improve wildlife management and enforcement, commencing upon execution of the present Agreement with the objective to be fully implemented no later than April 1<sup>st</sup>, 2004, Québec will hire and train six (6) additional Wildlife Conservation Officers for Nunavik, and provide to KRG \$0.6 million annually to hire wildlife protection assistants which will be trained by FAPAQ. Such KRG funding shall be integrated under the KRG Block Funding as provided under section 3.

In return, and to there continuing to be no land access through roads or rail lines to the territory nor influx of an inordinate size of non-beneficiary workforce personnel to the territory, Makivik will provide to Québec a full and complete discharge, for the duration of this Agreement, of section 24.10 in the JBNQA. In the event that said land access is effected or influx occurs, the parties agree to revisit section 4.5 of this Agreement including the present release with a view of discussing the possible needs to take into account said developments.

#### **4.6 Public tenders**

Contracting for goods, services and construction is an important market for small and medium-sized businesses. These contracts represent an opportunity to stimulate economic development and job creation in Nunavik Inuit communities.

In order to increase the number of Nunavik Inuit businesses bidding and winning public contracts, and subject to the provisions of the *Agreement on Internal Trade* or any similar agreement, Québec undertakes to evaluate the possibility of modifying the law in order to allow KRG, the Kativik School Board, the Katujjinik Regional Development Council and the Nunavik Regional Board of Health and Social Services to set up a process for awarding contracts for goods and services that gives priority to the businesses of Nunavik Inuit.

### **5. implementation of the partnership agreement**

**5.1** Québec, Makivik and KRG agree to create a joint coordinating committee composed of four (4) representatives from Québec, two (2) from Makivik and two (2) from KRG. The number of representatives of this committee may be revised by the parties. The mandate of the committee will be:

- to ensure the harmonious implementation and efficient follow-up of this Agreement and to resolve other questions pertaining to the implementation of the JBNQA;

- to find mutually acceptable solutions to disputes arising out of the interpretation or implementation of this Agreement or of the JBNQA.

5.2 Generally, the parties will endeavor to avoid recourse to the judicial system for the purposes of the interpretation and implementation of this Agreement as well as the implementation of the JBNQA. For the purpose of implementing section 5.1 of this Agreement, the parties agree to put in place a dispute resolution mechanism defined in Schedule B to ensure that recourse to courts or other forums only occurs as a last resort.

## 6. Duration of Agreement

The duration of this Agreement shall be twenty-five (25) years commencing on the date contemplated by sub-section 7.4.

## 7. general PROVISIONS

- 7.1 The provisions of the JBNQA and of the existing agreements and existing financial arrangements will continue to apply in the absence of indications to the contrary in this Agreement. In particular, and without limiting the generality of the foregoing, any government funding contemplated in the present Agreement does not apply, nor is intended to apply to regular health and social services, education and environmental regimes for Nunavik.
- 7.2 The Preamble to this document form an integral part of this Agreement.
- 7.3 This Agreement constitutes a final agreement subject to ratification thereof, no later than May 10<sup>th</sup>, 2002, by Makivik and KRG by resolutions of their respective board and council after consultation.
- 7.4 The provisions of this Agreement shall take effect the day after such resolutions have been received by the Prime Minister's Office in Quebec City.
- 7.5 If by May 15<sup>th</sup>, 2002, such resolutions have not been received this Agreement shall be considered null and void.
- 7.6 This Agreement may be amended from time to time with the consent of Québec, Makivik and KRG.
- 7.7 This Agreement does not constitute an agreement or treaty within the meaning of section 35 of the Constitution Act of 1982.
- 7.8 In this Agreement, the term "Nunavik Inuit" means those persons enrolled, or entitled to be enrolled, as an Inuit beneficiary in accordance with the *Act respecting Cree, Inuit and Naskapi native persons* (R.S.Q., Chapter A-33.1)
- 7.9 The payments foreseen in subsections 2.2.3 and 2.5.1 shall not be subject to any form of taxation, charge, levy or deduction by Québec.

## 8. INTERPRETATION

There shall be an Inuttitut, a French and an English version of this Agreement. The French and English versions shall be the authoritative versions.

IN WITNESS WHEREOF, THE PARTIES HAVE SIGNED IN TASIUJAQ ON  
THIS 9<sup>TH</sup> DAY OF APRIL 2002

POUR LE GOUVERNEMENT DU  
QUÉBEC:

---

Bernard Landry  
Premier ministre

**For Makivik Corporation:**

---

Pita Aatami  
President

**and**  
**For Kativik Regional Government:**

---

Rémy Trudel  
Ministre d'État à la population, aux  
Régions et aux Affaires autochtones

---

Johnny N. Adams  
Chairman

**SCHEDULE A**

**Areas of hydroelectric potential in Nunavik**

**High power potentials**

The following rivers:

- Nastapoka
- Whale
- George
- Aux Mèlèzes
- Caniapiscou
- Leaf

**Low power potentials**

The following rivers:

- Kovik
- Decoumte
- Buet

**SCHEDULE B**  
**SETTLEMENT OF DISPUTES**

**INTRODUCTION**

Generally, the parties will endeavour to avoid recourse to the judicial system for the purposes of the interpretation and implementation of this Agreement as well as of the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA). To this end, the parties agree to put in place a dispute resolution mechanism to ensure that recourse to courts or other forums only occurs as a last resort.

**DEFINITION**

For the purposes of this dispute resolution mechanism, a dispute is defined as any controversy, claim or disagreement arising out of the interpretation or implementation of the JBNQA or this Agreement and which is formally raised by any of the parties for these purposes.

**PARTIES TO THE DISPUTE**

The only parties authorized to bring disputes for resolution under the present dispute resolution mechanism are the following parties namely, Makivik, KRG and le Gouvernement du Québec.

**PROCEDURE TO BE FOLLOWED WITH RESPECT TO RESOLUTION OF DISPUTES**

The parties will endeavour in good faith to settle the dispute through cooperation and consultation in order to arrive at a mutually satisfactory solution.

Failing resolution by the parties themselves, the dispute shall be referred for resolution to the Joint Coordinating Committee established pursuant to the provisions of section 5 of this Agreement.

Failing resolution by the Joint Coordinating Committee, the dispute shall be referred to an independent and impartial third party for mediation as hereinafter set out:

- a) the mediator shall be chosen jointly by the parties, and failing agreement, by a Judge of the Superior Court, upon application to the court;
- b) the parties shall each submit to the mediator their views on the issue in dispute;
- c) the parties undertake, that as a condition of the mediation process, to renounce to any prescription acquired and to agree that prescription (if applicable) of any right, claim or matter which is the subject of the dispute shall be interrupted and shall, if necessary, be specifically renounced from time to time until the mediator declares the mediation process to be at an end;

- d) the mediation process and all proceedings in connection therewith shall be and will remain confidential;
- e) the mediator shall not issue a Report or make any recommendations unless authorized to do so by all the parties;
- f) any party may request that the mediator terminate the mediation process when there are reasonable and probable grounds to believe that, despite the best efforts of the parties acting in good faith, no settlement is likely to be reached in the dispute through mediation.

At any time during the course of the mediation process, the parties may agree to grant to the mediator the powers, authority and jurisdiction of an arbitrator, including those of an amiable compositeur, the whole within the meaning, and as set out in the *Civil Code of Québec* and the *Code of Civil Procedure of Québec*.

Each party will assume its expenses related to the mediation. 50 % of the expenses and fees of the mediator will be supported by Québec, and 50 % by Makivik and KRG.



# ECONOMIC PARTNERSHIP AGREEMENT BETWEEN QUEBEC AND THE NUNAVIK INUIT

## Summary

---

### 1. Objectives

- Put forward a common vision of economic and community development for Nunavik based on:
  - Realization of Nunavik's development potential;
  - Inuit taking charge of their economic and community development;
  - Greater management autonomy for local administrations;
  - Improvement in public services and infrastructure in Nunavik.

### 2. Elements of the agreement

#### • Economic Development in Nunavik

- Québec and the Nunavik Inuit agree to:
  - Accelerate the development of the hydroelectric, mining and tourism potential in Nunavik:
    - Support from the Nunavik Inuit in developing hydroelectric potential;
    - Study of building an electric transmission line allowing to supply electricity to the 14 Northern villages;
    - \$50 M program by Hydro-Québec to study the hydroelectric potential estimated to vary from 6,300 MW and 7,200 MW;
    - Creation of Parc des Pingualuit and development of 4 other provincial parks in Nunavik.
  - Promote economic benefits for the Nunavik Inuit;
  - Submit hydroelectric or mining projects to the environmental assessment process provided for in the *James Bay and Northern Québec Agreement* (JBNQA).

#### • Inuit taking charge of their economic and community development

- The Inuit assume responsibility for economic and community development conferred until now on the government of Québec under the JBNQA.

- The government of Québec will provide the Kativik Regional Government (KRG) and Makivik with the following amounts:
  - 7 million dollars in 2002-2003;
  - 8 million dollars in 2003-2004;
  - 15 million dollars in 2004-2005 and subsequent years.
  
- If a hydroelectric project is undertaken, the government of Québec will pay the Inuit 1.25% of the value of the electricity production in Nunavik.
  
- **Increased autonomy for the Kativik Regional Government (KRG) and the Northern villages**
  
- Québec will consolidate within one global envelope the majority of the grants paid to KRG by various Québec ministries. The same exercise will be done for the Northern villages.
  - Greater management autonomy allowing for more appropriate actions for Inuit communities
  - Greater operational latitude as a result of economies of scale
  
- **Improvement in public services and infrastructure**
  - The government of Québec will undertake, over the short term, priority projects for the Nunavik Inuit communities.
    - Paving of local roads
    - Construction of marine infrastructures
    - Improvement of police services
    - Construction of a detention centre
    - Additional wildlife conservation officers and assistants
    - Evaluation of the possibility of modifying the public tenders rules

### **3. Implementation Mechanisms**

- Establishment of a joint coordinating committee
- Dispute resolution mechanism

### **4. Duration**

- A period of 25 years

## \$50 M FOR A STUDY OF THE HYDROELECTRIC POTENTIAL IN NUNAVIK

---

### 1. A Potential in Excess of 6,000 MW

- Nunavik possesses important river basins offering great hydroelectric potential.
- This potential was the subject of overview studies in the past and represent 6,300 to 7,200 MW:
  - this is the equivalent of approximately 20% of Hydro-Québec's current production or 40% of the La Grande complex at James Bay;
  - If this potential is fully realised, its implementation would result in investments of about 18 billion dollars and would create, in term of direct and indirect employment related to the construction of the hydroelectric plants and the manufacturing of the equipment, to the equivalent of 50,000 person-years in all Québec regions over many years

### 2. Study sites identified and their potential power

Study Sites	Estimated Potential Power
<b>Large generating plants</b>	
Nastapoka River	400 MW
Whale River	Between 700 and 800 MW
George River	Between 2000 and 2800 MW
Caniapiscau River	1800 MW
Leaf River	700 MW
Larch River	500 MW
<b>Small generating plants</b>	
Kovik River	50 MW
Decoumte River	60 MW
Buet River	90 MW
<b>Total:</b>	From 6,300 to 7,200 MW

### 3. Three-Stage Studies

- Hydro-Québec intends to invest \$50 M over the next four (4) years to improve the knowledge base on the Nunavik hydroelectric potential.
- The studies will identified projects that are possible in terms of technical, economic and environmental feasibility. They will also allow the knowledge of the natural environment of Northern Québec to be improved.

- This work will be done in three main stages:
  - **Stage 1: Overview studies of the potential of the rivers identified**
    - Estimate of the cost of implementation and energy production;
    - Initial environmental analyses of the issues and the mitigation measures;
    - Selection of the most interesting sites and rivers.
  - **Stage 2: More detailed studies on rivers selected during the first stage**
    - Confirmation of technical feasibility (implementation cost, evaluation of potential production);
    - More detailed environmental analysis on impacts and mitigation measures based on site surveys in the fields of hydrometry, geology, cartography and environment (physical, human and biological environment);
    - Selection of the most interesting sites for pre-project studies.
  - **Stage 3: Pre-project studies on selected rivers**
    - Detailed project analysis;
    - Conduct environmental impact studies;
    - Determination of mitigation and environmental monitoring measures after completion of the work;
    - Tabling of a pre-project report with government authorities for evaluation and obtaining the required authorisations. This report will also be transmitted to the Makivik Corporation

**4. Potential developments will be subject to the environmental assessment process in the *James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA)*.**

- If the studies were conclusive and identified one or several projects suitable for hydroelectric development, these would be submitted to the strict environmental assessment process of the JBNQA.
- Under these provisions, the Kativik Environmental Quality Commission Kativik (KEQC) would be responsible for project assessment and review. This commission includes full and complete participation of the Inuit.
- Under the terms of this assessment process, which includes consultation with affected communities, the KEQC will make a recommendation regarding an eventual authorisation of a project by the government.

# THE NUNAVIK INUIT

---

## 1. Population and Territory

- In Québec, the Inuit reside in Nunavik, a semi-arctic and arctic region located north of the 55<sup>th</sup> parallel.
  - Over the last three centuries, contacts between Europe and Nunavik were largely maintained by Anglican missionaries, fur traders and the Hudson Bay Company.
  - The Inuit were a nomadic people. They adopted a settled lifestyle at the beginning of the Fifties.
- An immense territory of approximately 500,000 km<sup>2</sup> (one-third of Québec), Nunavik has a population of about 11,000, of whom 10,000 are Inuit.
  - The population of Nunavik is young: 60% is under the age of 25, i.e. twice the proportion in Southern Québec.
  - They live in 14 villages of between 150 to 1,800 residents. These villages are located along Hudson Bay and Ungava Bay.
    - ◆ The Inuit do not live on reserves, contrary to other aboriginal communities. Their villages have the status of municipalities.
    - ◆ The Inuit are subject to the same laws on assessments and taxation as all other Québec citizens.
    - ◆ The villages are 100 to 850 kilometres apart and there is no road between them nor to Southern Québec.

## 2. The Development of Nunavik Since 1975 and Major Current Issues

- In 1975, the Inuit, the Cree, Québec and the federal government concluded the *James Bay and Northern Québec Agreement* (JBNQA).
  - For a quarter of a century after this, JBNQA shaped the political, economic, social, legal and institutional world of Northern Québec.
- For the Inuit, economic development, preservation of their culture and language, improvement of public health and education, elimination of social problems (violence, alcohol and drugs, etc.) and the establishment of a justice administration appropriate to the community represent the major long-term issues.

- The first schools were established during the Fifties. Since the end of the Seventies, the educational system has come under Québec's jurisdiction and was placed under the purview of the Kativik School Board.
  - Inuit language and culture are taught throughout the elementary and secondary levels.
  - The language retention rate in Nunavik is more than 95% for Inuit, with Inuktitut continuing to be the main language spoken.
  - About 50% of the students in the school board learn French as a second language.

### 3. Expenditures by Québec in Nunavik

- The government of Québec has assumed the major portion of the funding of most public services since the coming into force of the JBNQA.
- In 1999-2000, Québec allocated a total of approximately \$202 M in the major areas of public services in Nunavik:
  - Education, health and social services, natural resources and environment, regional and municipal development, housing, transportation, justice and public security, wildlife, parks, tourism, economic development, youth, family, etc.

#### Akulivik

<b>Location:</b>	The Northern Village of Akulivik is located on a peninsula which juts into Hudson Bay, facing Smith Island.
<b>Mayor:</b>	Eli Aullaluk
<b>Population in 2001:</b>	472
<b>Details:</b>	62% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 14.8% since 1996.

#### AUPALUK

<b>Location:</b>	The village of Aupaluk is located on the eastern bank of Funnel Cove, on the southern shore of Hopes Advance Bay, in Ungava Bay.
<b>Mayor:</b>	David Angutinguak
<b>Population in 2001:</b>	159 (63% of residents under 25 years of age)
<b>Details:</b>	The smallest of the Inuit communities which was relocated in the Eighties to the eastern bank of Funnel Cove on a site more suited to construction.

## **Inukjuak**

<b>Location:</b>	The Northern Village of Inukjuak is located on the eastern shore of Hudson Bay, at the mouth of the Innuksuac River, facing the Hopewell Islands.
<b>Mayor:</b>	Shaomik Inukpuk
<b>Population in 2001:</b>	1294
<b>Details:</b>	<p>One of two main communities on Hudson Bay, Inukjuak is an important cultural centre for the Inuit. The Inukjuak museum is located here.</p> <p>57% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 9.3% since 1996.</p>

## **Ivujivik**

<b>Location:</b>	The Northern Village of Ivujivik is located on Hudson Strait, about 800 kilometres north of Kuujuarapik.
<b>Mayor:</b>	Arnaituk Tarkirk
<b>Population in 2001:</b>	298
<b>Details:</b>	<p>Ivujivik is the most northerly municipality in Québec.</p> <p>52% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 8.8% since 1996.</p>

## **Kangihsualujjuaq**

<b>Location:</b>	The Northern Village of Kangihsualujjuaq is located on the eastern shore of Ungava Bay, at the mouth of the George River.
<b>Mayor:</b>	Bobby Baron
<b>Population in 2001:</b>	710
<b>Details:</b>	<p>On January 1st, 1999, an avalanche destroyed the school gymnasium where the residents had gathered to celebrate New Year's, causing nine deaths and injuring twenty.</p> <p>60% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 9.6% since 1996.</p>

## **Kangiqsujuaq**

<b>Location:</b>	The Northern Village of Kangiqsujuaq is located on the right bank of Wakeham Bay, opposite Hudson Strait, 100 kilometres north-east of the New Quebec Crater.
<b>Mayor:</b>	Charlie Alaku
<b>Population in 2001:</b>	536
<b>Details:</b>	62% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 11.9% since 1996. Like Salluit, Kangiqsujuaq is located on a remarkable panoramic site along a fjord.

## **Kangirsuk**

<b>Location:</b>	The Northern Village of Kangirsuk is located on the western shore of Ungava Bay, on the left bank of the Payne River.
<b>Mayor:</b>	Joseph Annahatak
<b>Population in 2001:</b>	436
<b>Details:</b>	60% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 10.7% since 1996.

## **KUUIJUAQ**

<b>Location:</b>	The Northern Village of Kuujjuaq is located on the banks of the Koksoak River, about fifty kilometres south of Ungava Bay.
<b>Mayor:</b>	Michael Gordon
<b>Population in 2001:</b>	1932
<b>Details:</b>	Kuujjuaq has the largest population of the Québec Inuit communities. It houses the main offices of most of the major Nunavik institutions, as well as the basic regional facilities (hospital, multi-purpose community centre, research centre, etc.). In August 2002, Kuujjuaq will host the <i>Inuit Circumpolar Conference</i> .  54% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 11.9% since 1996.



## Kuujjuarapik

<b>Location:</b>	The municipality of the Northern Village of Kuujjuarapik is located east of Hudson Bay, south of the Manitounuk Islands, on the north shore of the Great Whale River.
<b>Mayor:</b>	Lucassie Inukpuk
<b>Population in 2001:</b>	555
<b>Details:</b>	The community of Kuujjuarapik neighbours the Cree community of Whapmagoostui. 50% of the population is under 25 years of age.

## Puvirnituk

<b>Location:</b>	The Northern Village of Puvirnituk is located east of Hudson Bay, on the north shore of Povungnituk Bay.
<b>Mayor:</b>	Paulusi Novalinga
<b>Population in 2001:</b>	1287
<b>Details:</b>	62% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 10.1% since 1996. Puvirnituk is the main community along with Inukjuak on Hudson Bay, and gave birth to the Inuit co-operative movement. The community also houses one of the two regional hospitals in Nunavik.

## QUAQTAQ

<b>Location:</b>	The Northern Village of Quaqtaq is located on a peninsula which juts into Hudson Strait, at the furthest north-west point of Ungava Bay.
<b>Mayor:</b>	Johnny Oovaut Sr.
<b>Population in 2001:</b>	305
<b>Details:</b>	63% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 18.7% since 1996.

## SALLUIT

<b>Location:</b>	The Northern Village of Salluit is located to the south of Hudson Strait, about 120 kilometres east of Ivujivik and about 600 kilometres north-east of Kuujuaq.
<b>Mayor:</b>	Qalingo Angotigirk
<b>Population in 2001:</b>	1072
<b>Details:</b>	60% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 15.4% since 1996. Salluit is built on a remarkable panoramic site, a glacial fjord.

## TASIUJQAQ

<b>Location:</b>	The Northern Village of Tasiujaq is located at the head of Deep Harbour, to the south-west of Leaf Lake, connected to Ungava Bay by Leaf Passage.
<b>Mayor:</b>	Willie Cain
<b>Population in 2001:</b>	228
<b>Details:</b>	63% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 19.4% since 1996. Tasiujaq will host the Annual General Meeting of the Makivik Corporation in April 2002.

## UMIUJQAQ

<b>Location:</b>	The Northern Village of Umiujaq is located on the Nastapoka Strait, on the eastern shore of Hudson Bay.
<b>Mayor:</b>	Abelie Napartuk
<b>Population in 2001:</b>	348
<b>Details:</b>	Umiujaq is the most recent Northern Village. It was built in 1986 in accordance with the provisions of the JBNQA which gave into effect to the desire of a portion of the Kuujjuarapik population to be relocated to the Umiujaq site.  59% of the population is under the age of 25 and the population growth of the community has been 10.5% since 1996.

# MINING POTENTIAL IN NUNAVIK

---

## 1. Presence of minerals

- The Nunavik territory has a mineral potential which makes it likely that deposits will be discovered, particularly nickel, copper, lead, zinc, iron, lithium, gold and diamonds.

## 2. The Société minière Raglan

- The exploitation, since 1998, of a copper-nickel deposit by the Société minière Raglan is an indication of this mining resource.
- When it commenced operations in Nunavik, the Société minière Raglan signed an agreement with the Makivik Corporation that provided for jobs, training programs and contracts for the Inuit, and financial compensation for the Makivik Corporation and to the affected communities.
- The mining activities of Raglan in Nunavik require the employment of more than 350 persons, about sixty of whom are Aboriginals.

## 3. Mining exploration activities in Nunavik

- Nunavik is a mining region, which is still not much explored. However, over several years, mining exploration has become increasingly important north of 55.
  - In 1997, 24,000 lake sediment samples were taken over an area of 350,000 km<sup>2</sup> by Géologie Québec and its partners in the exploration industry, i.e. Falconbridge Mines and Noranda Exploration, SOQUEM inc., Cambior and Virginia Gold Mines;
  - In 1998, Géologie Québec conducted the most important regional geological mapping project in North America:
    - the potential for copper and nickel is particularly promising.
    - the recent discovery of indicator minerals for the presence of diamonds is also very interesting.
  - In 2001, close to \$15 M was spent on mining exploration in Nunavik.

# TOURISM POTENTIAL: PARKS IN NUNAVIK

---

## 1. Tourism Potential in Nunavik

- The tourism potential in Nunavik is under-exploited when we consider the exceptional sites that are found there: craters, the highest chain of mountains in Québec, tidal lakes, tundra, etc.
- The establishment of provincial parks is a good way to protect and showcase its exceptional sites, as well as generating economic benefits for the Inuit communities.

## 2. Creation of Parc des Pingualuit

- The Parc des Pingualuit with an area of 1,149 km<sup>2</sup> will be created as provided for in the *James Bay and Northern Québec Agreement*.
- According to estimates by the *Société de la faune et des parcs du Québec* (FAPAQ), the money spent by visitors would be about \$3 M per year when the Parc des Pingualuit when it will be fully operational.

## 3. Development of Northern Park Network

- Over the next five years, studies will be conducted to improve knowledge about the wildlife at four other potential sites:
  - Parc des Monts-Torngat-et-de-la-Rivière-Koroc
  - Parc du Lac-Guillaume-Delisle et du-Lac-à-L'Eau-Claire
  - Monts-de- Puvirnituk
  - Cap-Wolstenholme
- The territorial boundaries of these sites are still under study.

## 4. Development and Management of Nunavik Parks

- The Kativik Regional Government (KRG) will be responsible for managing the Parc des Pingualuit and for conducting preliminary studies for the establishment of new parks in Nunavik.
- Such a significant involvement of Aboriginals in the management and development of national parks is, as far as we are aware, a first in North America.

# IMPLEMENTATION OF PRIORITY PROJECTS

---

## 1. Road Paving

- Gravel roads, forming most of the Nunavik road network, are in poor condition largely because of the northern climate.
  - Effects:
    - High vehicle maintenance costs;
    - Shortened vehicle lifespan.
- Québec will provide \$35.5 M for paving of roads (including airport access roads) in all Northern Villages.
- This project will be implemented over seven years (two villages per year) taking into account the availability of the necessary equipment in the villages.

## 2. Marine Infrastructure

- In the absence of road links, the sea is a preferred way to reach the Nunavik Inuit communities.
- To ensure safe access to the sea and improve Nunavik's development prospects, Québec will fund 50% of the projected cost of constructing marine infrastructure.
- In addition, Québec will participate in the maintenance costs of these facilities , subject to the participation of the federal government.

## 3. Improved Police Services

- The current condition of police stations in the Inuit villages requires immediate action to ensure adequate working conditions for police officers.
- Moreover, an increase in the number of police officers is required to ensure effective police coverage, when the high rate of population growth and the size of the territory are taken into account.
- Therefore, Québec will increase police staffing and build new police stations.

#### **4. Correctional Services**

- Nunavik Inuit offenders are currently held in correctional institutions in Southern Québec, thousands of kilometres from their home environment.
- In order to facilitate the social reintegration of Inuit offenders, Québec will build and put into operation a 40-place detention centre, and a 10-place community-based residential transition centre.
- This meets a commitment by Québec under the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA). Correctional services in Nunavik will result in cost savings in moving Inuit offenders, in addition to freeing up places in detention centres in Southern Québec.
- In return, Québec will obtain a release under Section 20.0.25 of the JBNQA relating to correctional services.

#### **5. Wildlife Protection**

- Nunavik is a vast territory whose wildlife resources favour the practice of hunting and fishing activities.
- To ensure enhanced wildlife management, Québec will contribute the amounts required to hire six new wildlife conservation officers and wildlife protection assistants.
- In return, Québec will obtain a release under Section 24.10 of the JBNQA relating to the application of the hunting, fishing and trapping arrangements.

#### **6. Policy on the Purchase of Goods and Services**

- The purchase of goods and services by the government of Québec is a useful tool for stimulating economic development and job creation.
- To promote the obtaining of contracts by Inuit businesses, Québec will review mechanisms to enable the major public bodies of Nunavik to give priority to Nunavik businesses in awarding contracts for goods and services.

# THE MAKIVIK CORPORATION, THE KATIVIK REGIONAL GOVERNMENT AND THE NORTHERN VILLAGE CORPORATIONS

---

## 1. Makivik Corporation

- A private, not-for-profit corporation, owned by the Nunavik Inuit, which evolved from the *James Bay and Northern Québec Agreement* (JBNQA) and was founded in 1978.
- Mission: to protect the interests and rights of the Inuit under the JBNQA; deals with the political, economic and social development of the Inuit.
- Governance structure: a five-member Executive and a Board of Directors of 16 members, all elected for a term of three years by the Inuit beneficiaries of the JBNQA during the annual general meeting of the corporation. Current President: Mr. Pita Aatami.

## 2. Kativik Regional Government

- Public corporation with supra-municipal type powers, evolved from the JBNQA and established in 1978.
- It has jurisdiction over the Nunavik territory, i.e. all the land north of the 55th parallel, with the exception of the Category I Lands of the Crees.
- Provides support, management and technical assistance in several fields, such as municipal administration, recreation, environment, public security, land-use planning, etc.
- Administrative structure: a Regional Council of 16 members including 14 regional councillors from the municipal councils of each of the Northern villages, as well as the Chief of the Naskapi community of Kawawachikamach and the Chairman of the Executive Committee. The current Chairman is Mr. Johnny N. Adams.

## 3. Northern Village Corporations

- The 14 Inuit communities each form a municipality designed as Northern village corporation, administered by an elected municipal council, which operates in a manner similar to other Québec municipalities.

# STUDY ON THE NUNAVIK ELECTRIC TRANSMISSION LINE

---

## 1. Background

- The 14 villages in Nunavik are not connected to the existing Hydro-Québec electrical distribution network.
  - Electrical power is provided by diesel generators
  - Buildings are heated by oil-fired furnaces
    - Cost depends on world market fluctuations
- There is no road linking Nunavik to the rest of Québec, nor between the villages. Consequently, petroleum products are shipped once a year to each Inuit community by boat.
  - Major transportation and storage costs
- Power supply and heating in Nunavik is, therefore, very expensive which is a constraint to the development of the economic potential of the region.

## 2. Study on the Nunavik Electric Transmission Line

- The study on the Nunavik electric transmission line will assess:
  - The feasibility of building an electrical transmission line supplying the 14 villages of Nunavik and the Société minière Raglan, which would reduce the costs of supplying power:
    - The distribution line would be connected to the Hydro-Québec network;
  - The feasibility of installing a fibre optic ground wire, thereby encouraging greater use of new technology: Tele-medicine, E-commerce, tele-university;
  - The option of developing small hydroelectric generating plants to supply local communities:
    - Any surplus could be send on the Hydro-Québec network.
- In fact, an electrical distribution line supplying the Inuit villages would result in an improvement in the economic development prospect of Nunavik.



**Classement CCEK**

Titre Entente de partenariat Québec-ARK-Makivik

Type Administration

Date D'ouverture 2002

Notes Avril 2002:Document: Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik  
Par la Société Makivik, l'administration régionale Kativik et le gouvernement du Québec (VA, VF)

Brochures de publication

octobre 2002: "Les enjeux écologiques de l'entente de Tasiujaq"

ᑎᑭᑭᑭ ᑎᑭᑭᑭ ᑎᑭᑭᑭ ᑎᑭᑭᑭ

NASKAPI NATION OF  
NATION NASKAPI DE **KAWAWACHIKAMACH**  
C.P. P.O. Box 5111  
KAWAWACHIKAMACH, Nouveau-Québec  
G0G 2Z0

Tel.: (418) 585-2686  
Fax: (418) 585-3130  
kawawa@naskapi.ca

**SENDER**

**FROM:**

M John Mameamskum, Secretary

**DATE:** 30 April, 2002

**TELECOPIER NO.** (418) 585 3130

**RECEIVING:**

**TO:** M Pita Ataami, President

**DEPARTMENT:** Makivik Corporation, Kuujjuaq, Nouveau-Québec. /Montréal, Qc.

**TELECOPIER NO:** (819) 964-0694/(514) 745-3700

**NUMBER OF PAGES INCLUDING THIS COVER PAGE/SHEET:** nine/neuf (9)

**MEMO/ INSTRUCTIONS/ SUBJECT:** Re: Partnership Agreement on Economic  
Development in Nunavik

*I called 585-2686; they said to forward  
may*

**RESPONSE:**

IF YOU EXPERIENCE ANY DIFFICULTIES CONCERNING THIS TELECOPIER TRANSMISSION,  
PLEASE CONTACT THE NASKAPI NATION OFFICE, AND THE SENDER AT: (418) 585 2686

ᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱ

**NASKAPI NATION OF  
NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH**

C.P. P.O. Box 5111  
KAWAWACHIKAMACH, Nouveau-Québec  
G0G 2Z0

Tel.: (418) 585-2686  
Fax: (418) 585-3130  
kawawa@naskapi.ca

WITHOUT PREJUDICE

Makivik Corporation  
1111, boul. Dr.-Frederik-Philips  
3<sup>rd</sup> floor  
Ville St-Laurent, Quebec  
H4M 2X6

30 April 2002

and

Kativik Regional Government  
Box 9  
Kuujjuaq, Quebec  
J0M 1C0

Sirs:

We have taken communication of the *Partnership Agreement on Economic Development in Nunavik* (the "Partnership Agreement") signed between yourselves and the Government of Québec ("Québec") on April 9, 2002.

We were shocked and angered to read in the Partnership Agreement that Québec purports to give to Makivik Corporation and the Inuit of Northern Quebec rights and preferences with respect to hydroelectric projects and mining projects within the Naskapi Area of Primary Interest, as defined at Paragraph 24.13.3A of the *James Bay and Northern Quebec Agreement* (the "JBNQA"), north of the 55<sup>th</sup> parallel of latitude.

We say "purports" because the term "Nunavik" in the Partnership Agreement, for no apparent reason, is not defined, although that term was defined for purposes of the Political Accord signed November 5, 1999 establishing the Nunavik Commission so as to include the Naskapi Sector defined at Paragraph 24.1.34 of the JBNQA.

It is only an elementary principle of justice that any rights recognized or granted to an Aboriginal party respecting the development of natural resources should be recognized or granted only to the Aboriginal party in whose traditional territory the development takes place. How is it, then, that you, in league with Quebec, could betray the Naskapis by entering into the Partnership Agreement, which purports to violate this basic principle? The betrayal is all the more grave in the light of our position made known to you countless times over the last ten and more years in the context of your discussions with Québec and Canada relating to regional self-government.

We cannot express how outraged we are that you entered into this Partnership Agreement in secret without consulting either the Naskapi Native party as defined at paragraphs 23.1.12 and 24.1.32 of the JBNQA or the Naskapi Nation of Kawawachikamach as signatory of the *Northeastern Quebec Agreement*.

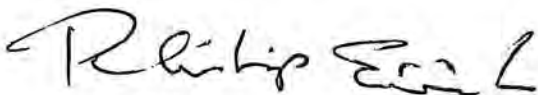
Moreover, the Naskapi Village of Kawawachikamach, as a member of the Kativik Regional Government, had the right to be notified and participate in discussions leading up to the signing of the Partnership Agreement. Details of the Partnership Agreement were never revealed beforehand to the Naskapi Village of Kawawachikamach, especially in so far as the Partnership Agreement purported to extend to the Naskapi Sector. More particularly, the Naskapi Village of Kawawachikamach was not provided with a copy of the Partnership Agreement sufficiently in advance of its signing to seek legal advice as to its implications for its members. Failure to so notify the Naskapi Village of Kawawachikamach is a clear violation of the powers and authority of the Kativik Regional Government.

On behalf of the Naskapi Nation of Kawawachikamach, the Naskapi Village of Kawawachikamach and the Naskapi Landholding Corporation of Schefferville, we hereby put you on notice that, unless you and Québec confirm to us in writing that the Partnership Agreement has no application in or to the Naskapi Sector, if the Partnership Agreement is ratified and comes into force, we shall pursue vigorously and publicly all options to protect our rights and interests, including instructing our attorneys to institute appropriate legal proceedings.

In the event we receive the foregoing confirmation in writing, we shall, nevertheless, expect that Québec will enter into discussions with us with a view to granting to the Naskapis similar rights in the Naskapi Area of Primary Interest, that were granted to you under the Partnership Agreement. These discussions should also include yourselves with a view to a concluding an agreement for the sharing of such rights between yourselves and the Naskapis with respect to the Area of Common Interest for the Naskapis and the Inuit defined at Paragraph 24.13.4A of the JBNQA.

Our offices will shortly close for the Goose Break. We ask, therefore, that written responses be faxed to M<sup>re</sup> Robert A. Pratt (514-843-4061) and Dr Paul F. Wilkinson (514-482-0036), and that telephone calls be made to M<sup>re</sup> Pratt (514-843-8300) or Dr Wilkinson (514-482-6887).

Yours truly,



Philip Einish  
Chief - Naskapi Nation of Kawawachikamach  
President - Naskapi Landholding Corporation of Schefferville  
Mayor - Naskapi Village of Kawawachikamach

c.c. Prime Minister Bernard Landry  
Honourable Rémy Trudel, ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones  
Honourable Robert Nault, Minister, Department of Indian Affairs and Northern Development

ᑎᑎᑎ ᑎᑎᑎ ᑎᑎᑎ ᑎᑎᑎ

**NASKAPI NATION OF  
NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH**

C.P. P.O. Box 5111

TRADUCTION NON ATTESTÉE

KAWAWACHIKAMACH, Nouveau-Québec

G0G 2Z0

Tel.: (418) 585-2686

Fax: (418) 585-3130

kawawa@naskapi.ca

SANS PRÉJUDICE

Société Makivik  
1111 boul. Dr.-Frederik-Philips  
3<sup>e</sup> étage  
Ville St-Laurent (Québec)  
H4M 2X6

et

Administration régionale Kativik  
Casier postal 9  
Kuujuaq (Québec)  
J0M 1C0

30 avril 2002

Messieurs,

Nous avons pris connaissance de l'Entente de partenariat sur le développement économique du Nunavik (ci-après « l'Entente de partenariat ») conclue le 9 avril 2002 entre vous-mêmes et le gouvernement du Québec (ci-après, « le Québec »).

Nous sommes outrés et profondément insultés de lire dans l'Entente de partenariat que le Québec prétend accorder à la Société Makivik et aux Inuits du Nord québécois des droits et privilèges relativement aux projets hydroélectriques et aux projets miniers dans la zone de droit d'usage prioritaire pour les Naskapis telle qu'elle est définie à l'alinéa 24.13.3A de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* (CBJNQ), au nord du 55<sup>e</sup> parallèle de latitude.

Nous disons « prétend » parce que le terme « Nunavik » n'est pas défini pour aucune raison apparente dans l'Entente de partenariat alors que pour les fins de l'Accord politique du 5 novembre 1999 établissant la Commission du Nunavik, sa définition incluait le secteur naskapi défini à l'alinéa 24.1.34 de la CBJNQ.

Le principe le plus élémentaire de la justice exige que tout droit reconnu ou accordé à une partie autochtone relativement au développement des ressources soit reconnu ou accordé exclusivement à la partie autochtone sur le territoire traditionnel de laquelle le développement prend place. Comment expliquer, alors, que vous, en ligue avec le Québec, puissiez trahir les Naskapis en signant une Entente de partenariat qui compte violer ce principe élémentaire ? La trahison est d'autant plus grave à la lumière de notre position, exprimée maintes et maintes fois à Makivik et à l'Administration régionale Kativik depuis plus de dix ans dans le contexte de vos pourparlers avec le Québec et le Canada relatifs à l'autonomie gouvernementale.

Nous ne saurions dire à quel point nous sommes indignés que vous ayez conclu une Entente de partenariat en secret sans consulter ni la partie autochtone naskapie, telle que la définissent les alinéas 23.1.12 et 24.1.32 de la CBJNQ, ni la Nation Naskapi de Kawawachikamach en sa qualité de signataire de la *Convention du Nord-Est québécois*.

Qui plus est, le Village Naskapi de Kawawachikamach, en tant que membre de l'ARK, avait le droit non seulement d'être avisé des pourparlers précédant l'exécution de l'Entente de partenariat mais d'y participer également. Les détails de l'Entente de partenariat n'ont jamais été révélés au Village Naskapi de Kawawachikamach, notamment pour ce qui concerne la prétention de telle Entente à couvrir le secteur naskapi. Plus précisément, le Village Naskapi de Kawawachikamach n'a pas reçu copie de l'Entente de partenariat dans un délai suffisant pour lui permettre d'obtenir des conseils juridiques sur les implications de l'Entente de partenariat pour ses membres. L'ARK a de toute évidence transgressé ses pouvoirs et son autorité en omettant d'aviser en temps opportun le Village Naskapi de Kawawachikamach.

Au nom de la Nation Naskapi de Kawawachikamach, du Village Naskapi de Kawawachikamach et de la Corporation foncière Naskapi de Schefferville, nous vous avisons par la présente que, advenant la ratification et l'entrée en vigueur de l'Entente de partenariat, nous recourrons vigoureusement et publiquement à toute option utile à la protection de nos droits et intérêts et nous intimerons à nos conseillers juridiques l'ordre d'entreprendre les poursuites appropriées devant les tribunaux, sauf si vous et le Québec nous confirmez au préalable par écrit que ladite Entente de partenariat ne s'applique en aucun cas au secteur naskapi.

Advenant que nous recevions la confirmation écrite susmentionnée, nous prenons néanmoins pour acquis que le Québec entreprendra des pourparlers avec nous dans le but d'accorder aux Naskapis, dans la zone de droit d'usage prioritaire pour les Naskapis, des droits semblables à ceux qui vous ont été consentis en vertu de l'Entente de partenariat. Ces pourparlers devraient aussi vous inclure afin que nous puissions conclure une entente sur le partage de tels droits entre vous et les Naskapis, pour ce qui concerne la zone de droit d'usage commun pour les Naskapis et les Inuits, définie à l'alinéa 24.13.4A de la CBJNQ.

Notre bureau sera bientôt fermé pour la chasse à l'oie printanière. Nous vous demandons donc d'expédier votre réponse par télécopieur à M<sup>me</sup> Robert A. Pratt (514-842-4061) et à M. Paul F. Wilkinson (514-482-0036), et de diriger tout appel téléphonique vers M<sup>me</sup> Pratt (514-843-8300) ou M. Wilkinson (514-482-6887).

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

Philip Einish  
Chef de la Nation Naskapi de Kawawachikamach,  
Président de la Corporation foncière Naskapi de Schefferville  
Maire du Village Naskapi de Kawawachikamach

c. c. Monsieur le Premier Ministre Bernard Landry  
Monsieur Rémy Trudel, ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones  
Monsieur Robert Nault, ministre des Affaires indiennes et du Nord Canada

ᑎᑎᑎᑎ ᑎᑎᑎᑎ ᑎᑎᑎᑎ ᑎᑎᑎᑎ

**NASKAPI NATION OF  
NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH**

C.P. P.O. Box 5111

KAWAWACHIKAMACH, Nouveau-Québec

G0G 2Z0

Tel.: (418) 585-2686

Fax: (418) 585-3130

kawawa@naskapi.ca

WITHOUT PREJUDICE

Prime Minister Bernard Landry  
Government of Québec  
Édifice Honoré-Mercier  
835, boul. René-Lévesque Est  
3ième étage  
Québec, Québec  
G1A 1B4

30 April 2002

Mr Prime Minister:

We have taken communication of the *Partnership Agreement on Economic Development in Nunavik* (the "Partnership Agreement") signed between Makivik Corporation ("Makivik"), Kativik Regional Government ("KRG") and the Government of Québec ("Québec") on April 9, 2002.

We were shocked and angered to read in the Partnership Agreement that Québec purports to give to Makivik and the Inuit of Northern Quebec rights and preferences with respect to hydroelectric projects and mining projects within the Naskapi Area of Primary Interest, as defined at Paragraph 24.13.3A of the *James Bay and Northern Quebec Agreement* (the "JBNQA"), north of the 55<sup>th</sup> parallel of latitude.

We say "purports" because the term "Nunavik" in the Partnership Agreement, for no apparent reason, is not defined, although that term was defined for purposes of the Political Accord signed November 5, 1999 establishing the Nunavik Commission so as to include the Naskapi Sector defined at Paragraph 24.1.34 of the JBNQA.

It is only an elementary principle of justice that any rights recognized or granted to an Aboriginal party respecting the development of natural resources should be recognized or granted only to the Aboriginal party in whose traditional territory the development takes place. How is it, then, that Québec, in league with Makivik and KRG, could betray the Naskapis by entering into the Partnership Agreement which purports to violate this basic principle? The betrayal is all the more grave in the light of our position made known to Québec countless times over the last ten and more years in the context of your discussions with the Inuit and Canada relating to regional self-government.

We cannot express how outraged we are that you entered into this Partnership Agreement in secret without consulting either the Naskapi Native party as defined at paragraphs 23.1.12 and 24.1.32 of the JBNQA or the Naskapi Nation of Kawawachikamach as signatory of the *Northeastern Quebec Agreement*.

Moreover, the Naskapi Village of Kawawachikamach, as a member of the KRG, had the right to be notified and participate in discussions leading up to the signing of the Partnership Agreement. Details of the Partnership Agreement were never revealed beforehand to the Naskapi Village of Kawawachikamach, especially in so far as the Partnership Agreement purported to extend to the Naskapi Sector. More particularly, the Naskapi Village of Kawawachikamach was not provided

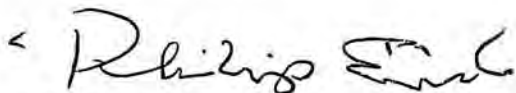
with a copy of the Partnership Agreement sufficiently in advance of its signing to seek legal advice as to its implications for its members. Failure to so notify the Naskapi Village of Kawawachikamach is a clear violation of the powers and authority of the KRG.

On behalf of the Naskapi Nation of Kawawachikamach, the Naskapi Village of Kawawachikamach and the Naskapi Landholding Corporation of Schefferville, we hereby put you on notice that unless Québec, Makivik and KRG. confirm to us in writing that the Partnership Agreement has no application in or to the Naskapi Sector, if the Partnership Agreement is ratified and comes into force, we shall pursue vigorously and publicly all options to protect our rights and interests, including instructing our attorneys to institute appropriate legal proceedings.

In the event we receive the foregoing confirmation in writing, we shall, nevertheless, expect that Québec will enter into discussions with us with a view to granting to the Naskapis similar rights in the Naskapi Area of Primary Interest to those that were granted to Makivik and KRG under the Partnership Agreement. These discussions should also include Makivik and KRG with a view to a concluding an agreement for the sharing of such rights between Makivik and KRG. on the one hand, and the Naskapis, on the other hand, with respect to the Area of Common Interest for the Naskapis and the Inuit defined at Paragraph 24.13.4A of the JBNQA.

Our offices will shortly close for the Goose Break. We ask, therefore, that written responses be faxed to M<sup>re</sup> Robert A. Pratt (514-843-4061) and Dr Paul F. Wilkinson (514-482-0036), and that telephone calls be made to M<sup>re</sup> Pratt (514-843-8300) or Dr Wilkinson (514-482-6887).

Yours truly,



Philip Einish  
Chief - Naskapi Nation of Kawawachikamach, and  
President - Naskapi Landholding Corporation of Schefferville  
Mayor - Naskapi Village of Kawawachikamach

c.c. Honorable Rémy Trudel, ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones  
Makivik Corporation  
Kativik Regional Government  
Honourable Robert Nault, Minister, Department of Indian Affairs and Northern Development



ᑎᑎᑎᑎ ᑎᑎᑎᑎ ᑎᑎᑎᑎ ᑎᑎᑎᑎ

NASKAPI NATION OF  
NATION NASKAPI DE

**KAWAWACHIKAMACH**

C.P. P.O. Box 5111

TRADUCTION NON ATTESTÉE

KAWAWACHIKAMACH, Nouveau-Québec

G0G 2Z0

Tel.: (418) 585-2686

Fax: (418) 585-3130

kawawa@naskapi.ca

SANS PRÉJUDICE

Monsieur le Premier Ministre Bernard Landry  
Gouvernement du Québec  
Édifice Honoré-Mercier  
835, boul. René-Lévesque Est  
3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec)  
G1A 1B4

30 avril 2002

Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons pris connaissance de l'Entente de partenariat sur le développement économique du Nunavik (ci-après « l'Entente de partenariat ») conclue le 9 avril 2002 entre la Société Makivik (ci-après « Makivik »), l'Administration régionale Kativik (ci-après « l'ARK ») et le gouvernement du Québec (ci-après, « le Québec »).

Nous sommes outrés et profondément insultés de lire dans l'Entente de partenariat que le Québec prétend accorder à Makivik et aux Inuits du Nord québécois des droits et privilèges relativement aux projets hydroélectriques et aux projets miniers dans la zone de droit d'usage prioritaire pour les Naskapis, telle qu'elle est définie à l'alinéa 24.13.3A de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* (CBJNQ), au nord du 55<sup>e</sup> parallèle de latitude.

Nous disons « prétend » parce que le terme « Nunavik » n'est pas défini pour aucune raison apparente dans l'Entente de partenariat alors que pour les fins de l'Accord politique du 5 novembre 1999 établissant la Commission du Nunavik, sa définition incluait le secteur naskapi défini à l'alinéa 24.1.34 de la CBJNQ.

Le principe le plus élémentaire de la justice exige que tout droit reconnu ou accordé à une partie autochtone relativement au développement des ressources soit reconnu ou accordé exclusivement à la partie autochtone sur le territoire traditionnel de laquelle le développement prend place. Comment expliquer, alors, que le Québec, en ligue avec Makivik et l'ARK, puisse trahir les Naskapis en signant une Entente de partenariat qui compte violer ce principe élémentaire? La trahison est d'autant plus grave à la lumière de notre position, exprimée maintes et maintes fois au Québec depuis plus de dix ans, dans le contexte de ses pourparlers avec les Inuits et le Canada relatifs à l'autonomie gouvernementale.

Nous ne saurions dire à quel point nous sommes indignés que vous ayez conclu une Entente de partenariat en secret sans consulter ni la partie autochtone naskapie, telle que la définissent les alinéas 23.1.12 et 24.1.32 de la CBJNQ, ni la Nation Naskapi de Kawawachikamach en sa qualité de signataire de la *Convention du Nord-Est québécois*.

Qui plus est, le Village Naskapi de Kawawachikamach, en tant que membre de l'ARK, avait le droit non seulement d'être avisé des pourparlers précédant l'exécution de l'Entente de partenariat mais d'y participer également. Les détails de l'Entente de partenariat n'ont jamais été révélés au Village Naskapi de Kawawachikamach, notamment pour ce qui concerne la prétention de telle

Entente à couvrir le secteur naskapi. Plus précisément, le Village Naskapi de Kawawachikamach n'a pas reçu copie de l'Entente de partenariat dans un délai suffisant pour lui permettre d'obtenir des conseils juridiques sur les implications de l'Entente de partenariat pour ses membres. L'ARK a de toute évidence transgressé ses pouvoirs et son autorité en omettant d'aviser en temps opportun le Village Naskapi de Kawawachikamach.

Au nom de la Nation Naskapi de Kawawachikamach, du Village Naskapi de Kawawachikamach et de la Corporation foncière Naskapi de Schefferville, nous vous avisons par la présente que, advenant la ratification et l'entrée en vigueur de l'Entente de partenariat, nous recourrons vigoureusement et publiquement à toute option utile à la protection de nos droits et intérêts et nous intimerons à nos conseillers juridiques l'ordre d'entreprendre les poursuites appropriées devant les tribunaux, sauf si le Québec, Makivik et l'ARK nous confirment au préalable par écrit que ladite Entente de partenariat ne s'applique en aucun cas au secteur naskapi.

Advenant que nous recevions la confirmation écrite susmentionnée, nous prenons néanmoins pour acquis que le Québec entreprendra des pourparlers avec nous dans le but d'accorder aux Naskapis, dans la zone de droit d'usage prioritaire pour les Naskapis, des droits semblables à ceux qui ont été consentis à Makivik et à l'ARK en vertu de l'Entente de partenariat. Ces pourparlers devraient aussi inclure Makivik et l'ARK afin que nous puissions conclure une entente sur le partage de tels droits entre Makivik et l'ARK, d'une part, et les Naskapis, d'autre part, pour ce qui concerne la zone de droit d'usage commun pour les Naskapis et les Inuits, définie à l'alinéa 24.13.4A de la CBJNQ.

Notre bureau sera bientôt fermé pour la chasse à l'oie printanière. Nous vous demandons donc d'expédier votre réponse par télécopieur à M<sup>re</sup> Robert A. Pratt (514-842-4061) et à M. Paul F. Wilkinson (514-482-0036), et de diriger tout appel téléphonique vers M<sup>re</sup> Pratt (514-843-8300) ou M. Wilkinson (514-482-6887).

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, nos salutations distinguées.

Philip Einish  
Chef de la Nation Naskapi de Kawawachikamach,  
Président de la Corporation foncière Naskapi de Schefferville  
Maire du Village Naskapi de Kawawachikamach

c. c. Monsieur Rémy Trudel, ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones  
Société Makivik  
Administration régionale Kativik  
Monsieur Robert Nault, ministre des Affaires indiennes et du Nord Canada

**ENTENTE DE PARTENARIAT  
SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET  
COMMUNAUTAIRE  
AU NUNAVIK**

---

**La Société Makivik**

**L'Administration régionale Kativik**

**Le Gouvernement du Québec**

---

## **ENTENTE DE PARTENARIAT SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMUNAUTAIRE AU NUNAVIK**

**Entre** la **Société Makivik**, société dûment constituée en vertu de l'article 2 de la *Loi sur la Société Makivik* (L.R.Q., Chapitre S-18.1), représentée par son président, M. Pita Aatami

ci-après appelée « Makivik »

**Et** l'**Administration régionale Kativik**, dûment constituée en vertu de l'article 239 de la *Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik* (L.R.Q., Chapitre V-6.1), représentée par son président, M. Johnny N. Adams

ci-après appelée « ARK »

**Et** le **gouvernement du Québec**, représenté par le premier ministre M. Bernard Landry, et le ministre d'État à la Population, aux Régions, et aux Affaires autochtones, M. Rémy Trudel

ci-après appelé « Québec »

---

### **PRÉAMBULE**

**Attendu que** les parties, dans l'esprit de la reconnaissance de la nation inuite par l'Assemblée nationale du Québec en 1985, concluent une entente de nation à nation qui renforce les relations politiques, économiques et sociales entre le Québec et les Inuits du Nunavik et qui se caractérise par la coopération, le partenariat et le respect mutuel;

**Attendu que** Makivik, l'ARK et le Québec considèrent le développement économique et communautaire du Nunavik comme une priorité;

**Attendu que** le Nunavik dispose d'un grand potentiel en ressources humaines et économiques;

**Attendu que** les parties démontrent une grande volonté de développer ces ressources en plus de promouvoir le développement économique, la création d'emplois et les retombées économiques pour les Inuits du Nunavik et la population du Québec en général;

**Attendu que** Makivik, l'ARK et le Québec souhaitent conclure une entente de partenariat à long terme afin de proposer une vision commune du développement économique et communautaire du Nunavik;

**Attendu que** la présente entente demeure fondée en grande partie sur les engagements respectifs intervenus entre les parties en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ);

**En conséquence**, Makivik, l'ARK et le Québec conviennent de ce qui suit :

## **1. OBJECTIF DE L'ENTENTE DE PARTENARIAT**

L'objectif de la présente entente est d'établir une nouvelle relation de nation à nation et de proposer une vision commune du développement économique et communautaire du Nunavik. Aux fins de la présente entente, Makivik, l'ARK et le Québec conviennent :

- d'accélérer le développement du potentiel hydroélectrique, minier et touristique du Nunavik;
- de partager les bénéfices liés au développement économique du Nunavik;
- de favoriser les retombées économiques pour les Inuits du Nunavik;
- de favoriser une plus grande autonomie pour Makivik et l'ARK en plus de leur accorder des responsabilités accrues au niveau du développement économique et communautaire des Inuits du Nunavik;
- d'améliorer les services et les infrastructures publiques au Nunavik.

## **2. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NUNAVIK**

### **2.1 Étude sur une ligne de transport d'électricité au Nunavik**

Le Québec s'est engagé au financement d'une étude sur une ligne de transport d'électricité au Nunavik d'un montant de 3 M\$. Cette étude porte principalement sur l'analyse de la faisabilité technique et économique de la construction d'une ligne de transport qui permettrait l'alimentation en électricité des 14 villages du Nunavik ainsi que de la Société minière Raglan, en exploitation depuis 1999. Ce projet rendrait également possible l'implantation d'un réseau de télécommunications à fibres optiques reliant les villages inuits du Nunavik au réseau provincial d'Hydro-Québec.

Grâce au projet de la ligne de transport d'électricité au Nunavik, il serait possible :

- de satisfaire à meilleur prix les besoins en consommation d'électricité de la région;
- de promouvoir la prospection et les activités d'exploitation minière en réduisant considérablement les coûts liés à l'énergie;
- d'encourager la communication entre les communautés elles-mêmes et avec le reste du Québec;
- de parfaire l'utilisation de nouvelles technologies comme la télémédecine;
- de contribuer au développement du potentiel hydroélectrique du Nunavik.

Le projet de la ligne de transport d'électricité pourrait être relié à d'autres projets de centrales hydroélectriques grâce auxquels il serait possible de satisfaire les besoins en consommation d'électricité au niveau régional et d'écouler les surplus sur le réseau d'Hydro-Québec.

## 2.2 Développement hydroélectrique

- 2.2.1 Selon des évaluations préliminaires, le potentiel hydroélectrique au nord du 55<sup>e</sup> parallèle pourrait varier entre 6 300 et 7 200 MW. Le potentiel marémoteur de la baie d'Ungava est également important. Cependant, aucune étude approfondie n'a encore été menée afin de déterminer de façon précise la faisabilité associée à l'exploitation de ce potentiel hydroélectrique, tant au niveau économique que technique et environnemental.

Dans ce contexte, le Québec s'engage à évaluer le potentiel hydroélectrique au nord du 55<sup>e</sup> parallèle. Dans ce but :

- des études de pré-faisabilité techniques, économiques et environnementales seront menées;
- de plus, l'étude sur la ligne de transport d'électricité évaluera l'opportunité de construire de petites centrales hydroélectriques au Nunavik pour desservir les communautés.

- 2.2.2 Makivik s'engage à soutenir le développement du potentiel hydroélectrique du Nunavik et accepte de travailler de concert avec le Québec afin d'accélérer le développement du potentiel hydroélectrique au Nunavik, notamment dans les sites identifiés à l'annexe A.

- Au cours des quatre (4) prochaines années et aux frais du Québec, Makivik, et le Québec travailleront ensemble à l'évaluation de projets hydroélectriques potentiels.
- Le Québec remettra à Makivik et aux communautés inuites concernées du Nunavik en temps utile toute l'information concernant tous les nouveaux projets hydroélectriques proposés.
- Makivik et les communautés inuites du Nunavik qui pourraient être touchées par les projets seront impliquées dans la description technique des projets potentiels et consultées afin de minimiser les impacts environnementaux et sociaux pour les communautés.
- Les projets de développement hydroélectrique seront assujettis aux régimes de protection environnementale et sociale applicables tel que prévu à l'Annexe 1 du chapitre 23 de la CBJNQ.
- Dans la mesure du possible, les parties harmoniseront les processus d'évaluation applicables aux projets de développement hydroélectrique afin d'éviter les chevauchements.
- Les parties travailleront conjointement afin d'assurer également des évaluations efficaces et adéquates des projets de développement hydroélectrique.

- Hydro-Québec assumera les coûts de tous les travaux rémédiateurs ainsi que le coût de leur suivi qui seront requis dans le contexte des autorisations du gouvernement pour chacun des projets hydroélectriques qui seront entrepris, le cas échéant.

2.2.3 Pour chaque projet hydroélectrique réalisé au Nunavik (ci-après désigné « Projet Hydroélectrique »), le Québec s'engage à :

- verser annuellement à Makivik, un paiement représentant 1,25 % de la valeur de la production annuelle de mégawatts produite par le Projet Hydroélectrique;
- La valeur des mégawatts produits sera basée sur le prix annuel moyen de vente de l'électricité au Canada et aux États-Unis par Hydro-Québec.
- Dans l'éventualité où des Projets Hydroélectriques seraient réalisés au Nunavik, le Québec encouragera et facilitera la signature d'accords entre Makivik et les promoteurs de projets de développement hydroélectrique concernant les mesures rémédiatrices et leur suivi, l'embauche et les contrats.

2.2.4 Conformément à la section 2.2.3, Makivik s'engage à utiliser ces paiements pour le développement économique et communautaire

- Les Paiements versés conformément à ce qui précède devront être payés à Makivik ou à une ou plusieurs entité(s) inuite(s) du Nunavik, tel que désigné par Makivik, laquelle, en consultation avec la ou les corporation(s) foncière(s) de la ou des communauté(s) touchée(s) par le ou les Projet(s), décidera de l'utilisation et de la distribution appropriée des sommes.
- De plus, les parties conviennent que lesdits Paiements ou portions de Paiements peuvent être utilisés de la façon la plus efficace à l'aide de fondations ou de fiducies dont les bénéficiaires devront être les Inuits du Nunavik, des entités inuites du Nunavik, soient des entreprises détenues à part entière par les Inuits du Nunavik ou par des entités inuites du Nunavik ou toute combinaison des précédents; et à cette fin, les parties reconnaissent par la présente que Makivik peut établir ou entraîner l'établissement de telles entités en fiducie résidentes du Québec comme pouvant recevoir le paiement des bénéfices par un acte constitutif de fiducie.
- Sur une base annuelle, et dans un délai de six (6) mois suivant la fin de chaque exercice financier, Makivik doit soumettre au Québec un rapport annuel et des états financiers vérifiés décrivant ses activités et l'utilisation faite du paiement annuel du Québec.

- Si ce rapport et ces états financiers vérifiés ne sont pas soumis par Makivik dans le délai prescrit, le Québec peut soumettre le cas au mécanisme de règlement des différends établis par les dispositions de la présente entente. À défaut de parvenir à un règlement au moyen de ce mécanisme, le Québec peut requérir une ordonnance lui permettant de suspendre les paiements ultérieurs en attendant la soumission du rapport annuel et des états financiers vérifiés susdits. Par contre, les paiements suspendus seront rétablis rétroactivement, sans intérêts, dès que le rapport et les états financiers vérifiés auront été soumis par Makivik.

2.2.5 Nonobstant l'article 6, les engagements auxquels il est référé aux articles 2.2.3 et 2.2.4 ci-dessus doivent se poursuivre pour chaque Projet Hydroélectrique pour une durée de vingt-cinq (25) ans, et ce à compter de la date de mise en production desdits Projets Hydroélectriques.

### **2.3 Développement minier**

Le contexte géologique du territoire du Nunavik est propice à la présence de minerais et des activités intensives d'exploration minière ont lieu à cet effet.

Si des projets d'exploitation minière sont entrepris, le Québec s'engage à encourager et à faciliter la signature d'accords entre Makivik et les compagnies minières concernant les mesures remédiatrices et leur suivi, les arrangements financiers, l'embauche et les contrats.

Le développement minier sur le territoire du Nunavik sera assujéti aux régimes de protection environnementale et sociale applicables stipulé à l'annexe 1 du chapitre 23 de la CBJNQ.

### **2.4 Développement de l'industrie touristique**

Le potentiel touristique du Nunavik est sous-exploité.

#### **2.4.1 Développement des parcs**

Dans le but de soutenir le développement de ce potentiel, le Québec prévoit la création de parcs provinciaux au Nunavik. Pour ce faire, le Québec fournira à l'ARK un montant de 8 M\$ sur une période de 5 ans pour procéder à des études sur le développement des parcs provinciaux suivants : Monts-Torngat-et-de-la-Rivière-Koroc, Lac-Guillaume-Delisle, Lac-à-l'Eau-Claire. L'ARK complètera aussi la cueillette préliminaire de données sur les parcs des Mont Puvirnituk et du Cap Wolstenholme.

Les modalités du développement des parcs au Nunavik seront déterminées par une entente entre la Société de la faune et des parcs du Québec (FAPAQ) et l'ARK.



#### 2.4.2 Création du parc des Pingualuit

Le Québec s'engage à créer le parc des Pingualuit. Une somme de 3,9 M\$ sera octroyée à l'ARK au cours d'une période de cinq ans pour couvrir les coûts d'opération suivants : la rémunération des employés, l'exploitation et l'entretien des édifices, des véhicules, des sentiers et autres équipements et les dépenses administratives. Le Québec allouera aussi un montant de 5,7 M\$ à l'ARK pour couvrir les dépenses en capital au cours des cinq prochaines années.

En retour, Makivik et le Québec devront convenir d'une convention complémentaire appropriée à la CBJNQ. L'ARK et Makivik devront convenir, avec le Québec, d'une entente particulière de gestion concernant le parc des Pingualuit.

### 2.5 **Financement de projets communautaires et économiques**

2.5.1 Le Québec paiera conjointement à Makivik et à l'ARK ou, avec l'accord des parties, à Makivik et à l'ARK séparément, les sommes suivantes totalisant :

- 7 M\$ la première année de la présente;
- 8 M\$ la deuxième année de la présente;
- 15 M\$ au cours de la troisième année et des années subséquentes de la présente entente.

Le premier paiement annuel devra être effectué dans un délai de soixante (60) jours suivant la date de ratification de la présente entente et par la suite, les montants annuels devront être payés en quatre (4) versements égaux échelonnés environ une fois tous les trois mois.

2.5.2 Le financement selon les dispositions de l'article 2.5.1 serait un outil flexible destiné à répondre aux besoins spécifiques de la population du Nunavik en finançant des projets communautaires et économiques, en priorité ceux découlant de la mise en œuvre de la CBJNQ, et en fournissant aux communautés locales des meilleures perspectives de développement économique et communautaire. Makivik et l'ARK devront établir les priorités à cet égard.

2.5.3 Makivik et l'ARK seront responsables de l'établissement d'un calendrier d'achèvement des travaux et d'un plan prévisionnel des dépenses pour les projets, couvrant la période prévue dans la présente entente et doivent informer le Québec des résultats de ces prévisions et de ce calendrier.

2.5.4 À compter de l'année suivant le paiement par le Québec de la première somme de 15 M\$ conformément aux dispositions de l'article 2.5.1 ci-dessus, l'aide financière fournie à l'article 2.5.1 devra être indexée selon l'indice des prix à la consommation (IPC) du Québec et également, de façon graduelle au cours d'une période de cinq ans, selon la croissance de la population au Nunavik.

2.5.5 La croissance réelle de la population au Nunavik utilisée dans le calcul de l'indexation proviendra du recensement de Statistique Canada. Cependant, une estimation de la croissance annuelle de la population sera effectuée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) afin de déterminer l'indexation applicable dans le contexte de cet accord.

Dès que des nouvelles données seront rendues disponibles par Statistique Canada, un mécanisme de révision sera appliqué à la formule d'indexation susdite afin d'apporter les correctifs entre la croissance réelle et la croissance de la population au Nunavik telle qu'estimée par l'ISQ.

2.5.6 Le financement décrit à l'article 2.5.1 devra être effectué sans préjudice au financement québécois des opérations et du capital pour le Nunavik et en addition à celui-ci. Il devra être sans préjudice au renouvellement de tout financement comprenant mais ne se limitant pas à, entre autres, Pivallutiit (SAA), Makigiarutiit (SAA) et Isurruutiit (MAMM).

2.5.7 Le Québec maintiendra l'accès aux programmes réguliers aux Inuits du Nunavik de même qu'à Makivik et à l'ARK, sous réserve de l'application normale des critères d'application à ces programmes.

2.5.8 À l'exécution des dispositions prévues à l'article 2.5.1 de cet accord par le Québec, Makivik fournira au Québec une quittance complète et totale, pour toute la durée de la présente entente, à l'égard des dispositions suivantes de la CBJNQ :

- les articles 29.0.33 à 29.0.39 inclusivement;
- les articles 29.0.28 à 29.0.30 inclusivement;
- le coût associé à la mise en vigueur de tout arrangement contenu dans toute convention complémentaire relative au chapitre 3 de la CBJNQ.

### **3. FINANCEMENT GLOBAL DE L'ARK ET DES VILLAGES NORDIQUES**

3.1 Le Québec s'engage à simplifier et à rendre plus efficace le transfert de fonds publics à l'ARK et, sur demande, aux villages nordiques (VNS) et à fournir à ces organismes une plus grande autonomie dans l'établissement de leurs priorités d'intervention et l'exécution de leurs mandats respectifs. À cet effet, des subventions à l'ARK et aux VNS provenant de divers ministères et organismes du Québec seront regroupées dans une enveloppe unique (financement global) pour chacun des VNS et pour l'ARK. Toutes les économies d'échelle réalisées par la mise en place de ce financement global pourront être utilisées à l'amélioration du financement des services offerts dans les communautés locales.

3.2 Le financement global de l'ARK et des VNS devra être basé sur les lignes directrices suivantes :

3.2.1 Des discussions seront menées entre le Québec et l'ARK pour identifier les programmes qui seront intégrés à l'intérieur du financement global et les conditions générales et les objectifs relatifs à ce financement global afin d'arriver à un accord final sur le financement global.

Tous les montants payés conformément au financement global de cette section devront être indexés selon la croissance de la population au Nunavik et l'évolution des dépenses de programmes per capita du Québec.

Le mécanisme de révision de l'indexation applicable à l'article 2.5.5 pour la croissance de la population sera aussi appliqué au financement de l'ARK et des VNS.

3.2.2 L'ARK et les VNS auront le pouvoir de déterminer l'allocation de leur propre enveloppe unique en accord avec leurs priorités. Cependant, cette allocation devra respecter les rôles et responsabilités existants de l'ARK et des VNS ainsi que le niveau général des services fournis à la population et aux communautés.

3.2.3 L'ARK et les VNS feront un rapport aux organismes responsables des enveloppes uniques pour le Québec en déposant annuellement :

- un budget et un rapport financier détaillé pour toutes leurs activités;
- un rapport détaillé des opérations menées, des objectifs généraux et des résultats obtenus comparés aux prévisions du Québec au début de chaque année.

3.2.4 La consolidation du financement fourni à l'ARK et aux VNS dans une enveloppe unique doit être mise en place au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### **4. PROJETS PRIORITAIRES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMUNAUTAIRE**

##### **4.1 Le pavage des routes locales**

Quelque dix kilomètres seulement du réseau routier du Nunavik sont pavés. Le climat nordique détériore rapidement les chemins de gravier et les routes d'accès aéroportuaire des collectivités inuites du Nunavik. L'état des routes génère des coûts d'entretien élevés pour les municipalités et pour les véhicules qui doivent être remplacés plus souvent qu'ailleurs au Québec. En l'absence de réseaux d'aqueduc et d'égout, l'amélioration du réseau routier est important pour les villages nordiques compte tenu que ceux-ci doivent livrer quotidiennement l'eau potable et collecter les eaux usées par camion citerne.

Afin d'améliorer l'état des routes dans les villages nordiques, le Québec apportera un soutien technique au pavage de 90 kilomètres de routes locales (y compris les voies d'accès aux aéroports) et un soutien financier n'excédant pas 35,5 M\$, sans compter les intérêts (coûts temporaires et à long terme), les frais de courtage et de refinancement, selon des modalités à définir. Les travaux débuteront à l'été 2002 et se poursuivront pendant sept (7) ans, suivant un calendrier de travaux approuvé par un comité technique composé de représentants du Québec et de l'ARK.

Le financement de ce projet prendra la forme d'un service de dette, suivant les conditions et la planification d'un calendrier d'amortissement à définir au terme d'une entente entre le ministère des Transports du Québec (MTQ) et l'ARK.

#### **4.2 Infrastructures maritimes**

Aucune route ne donne accès aux villages nordiques qui sont isolés du reste du Québec. La desserte maritime est le seul moyen de transport de marchandises lourdes au Nunavik. L'utilisation des voies navigables est donc un important facteur de promotion du développement économique au Nunavik. Cependant, la plupart des villages inuits du Nunavik n'ont pas d'infrastructures maritimes assurant un accès maritime sécuritaire.

Les coûts reliés à la mise en place d'infrastructures maritimes sont estimés à 88 M\$ (phases I et II comprises). La participation du Québec à ce projet sera de l'ordre de 50 % de ce 88 M\$ (y compris les montants que le Québec a déjà versés). Les travaux s'échelonneront sur une période de sept à dix ans suivant l'entrée en vigueur de la présente entente.

Un comité technique sera formé afin de définir les caractéristiques de la phase II et d'assurer la coordination entre la phase I et la phase II.

Les modalités de financement du projet seront spécifiées dans une entente entre le MTQ et l'ARK.

Le Québec financera également les coûts d'entretien journaliers, y compris les réparations majeures, à la condition que le gouvernement fédéral y participe, aux termes et conditions à être convenus entre le gouvernement fédéral et les parties.

#### **4.3 Amélioration des services de police**

Plusieurs postes de police du Nunavik sont dans un piètre état. De nouveaux postes de police doivent être construits de toute urgence afin de doter les agents de police inuits du Nunavik d'un milieu de travail adéquat. De plus, le nombre d'agents de police au Nunavik devra être augmenté pour mieux servir le vaste territoire du Nunavik et sa population en pleine croissance.

À cet effet, le Québec déboursa en 2002 un montant additionnel de 1,5 M\$ équivalant à 48 % du coût total pour améliorer les services de police au Nunavik et initier la construction de postes de police.

Le 1<sup>er</sup> avril 2003, au moment du renouvellement de l'entente tripartite entre le gouvernement fédéral, le Québec et l'ARK, le Québec financera sa part des coûts, soit 48 % du coût total de l'embauche de 54 agents de police au coût unitaire de 148 800 \$ et la construction de postes de police. Ce montant sera indexé sur une base annuelle pour les années subséquentes, conditionnellement à la participation du gouvernement fédéral.

Les modalités de cet arrangement financier seront énoncées dans une entente entre le ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP) et l'ARK.

Les parties conviennent de poursuivre les négociations avec le gouvernement fédéral en ce qui a trait à sa part du financement des services de police.

#### **4.4 Services correctionnels**

En matière de services correctionnels, le Québec favorise la mise en place de plus petits établissements situés, lorsque possible, dans différentes régions, afin de favoriser la réinsertion graduelle des contrevenants. Les contrevenants inuits du Nunavik sont incarcérés dans le sud du Québec, loin de leur collectivité, où les contacts avec leur environnement sont restreints.

Pour remédier à cette situation, le Québec s'engage à construire et rendre opérationnel, au plus tard le 31 décembre 2005, un établissement de détention de quarante (40) places au Nunavik et ce, dans l'esprit général du « Rapport du comité de travail mixte sur la gestion des sentences en milieu inuit » déposé en janvier 2002. Le Québec assumera les coûts d'opération de cet établissement.

En échange, Makivik donnera une quittance complète et totale au Québec de toute responsabilité relativement à l'article 20.0.25 de la CBJNQ portant sur les établissement de détention et ce, pour la durée de la présente entente.

De plus, le Québec s'engage à construire et rendre opérationnel, d'ici au 1<sup>er</sup> avril 2004, un centre résidentiel communautaire (CRC) au Nunavik pouvant accueillir dix (10) personnes et à financer les coûts d'opération.

#### **4.5 Gestion de la faune et application des règlements**

Actuellement, une équipe composée de trois agents saisonniers de la FAPAQ assure la protection de la faune dans l'ensemble du Nunavik. Ces ressources doivent être renforcées compte tenu de la grandeur du territoire et de l'environnement naturel favorisant les activités de chasse et de pêche.

Afin d'assurer une meilleure gestion de la faune et l'application des règlements, le Québec engagera et formera, d'ici au 1<sup>er</sup> avril 2004, six (6) agents de conservation de la faune additionnels pour le Nunavik et il versera à l'ARK la somme de 0,6 million \$ annuellement pour l'embauche d'adjoints à la protection de la faune, lesquels seront formés par la FAPAQ. Ce financement sera intégré dans l'enveloppe globale de l'ARK prévue à la section 3 de la présente entente.

En retour et supposant qu'il n'y a pas d'accès routier ou ferroviaire et que l'arrivée d'employés non-bénéficiaires sur le territoire n'est pas anormalement élevée, Makivik donnera au Québec une quittance complète et totale de toute responsabilité relativement à l'article 24.10 de la CBJNQ pour la durée de la présente entente. Si un accès terrestre au territoire était établi ou qu'une arrivée massive d'employés non bénéficiaires se produisait, les parties s'engagent à revoir l'article 4.5 de la présente entente, y compris le dégageant de responsabilité de la part de Makivik, afin de discuter des besoins éventuels qui tiendraient compte de ces développements.

#### **4.6 Appels d'offres publics**

Les contrats pour l'acquisition de biens, de services et pour des travaux de construction constituent un important marché pour les petites et moyennes entreprises. Ces contrats contribuent à stimuler le développement économique et favorisent la création d'emplois dans les collectivités locales.

Afin d'inciter les entreprises inuites du Nunavik à présenter des soumissions et de leur faciliter l'octroi de contrats, le Québec, conformément aux dispositions de l'*Accord sur le commerce intérieur* ou de toute autre entente similaire, évaluera la possibilité de modifier la loi afin de permettre à l'ARK, à la Commission scolaire Kativik, au Conseil régional de développement Katujinik et à la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik de mettre en œuvre un processus visant à ce que les contrats de biens et de services soient accordés en priorité aux entreprises inuites du Nunavik.

### **5. MISE EN ŒUVRE DE L'ENTENTE DE PARTENARIAT**

**5.1** Le Québec, Makivik et l'ARK s'entendent pour créer un comité conjoint de coordination composé de quatre (4) représentants du Québec, de deux (2) représentants de Makivik et de deux (2) représentants de l'ARK. Le nombre des représentants peut être révisé avec l'accord des parties. Le mandat de ce comité est le suivant :

- assurer une mise en œuvre harmonieuse et un suivi efficace de la présente entente et résoudre toute question concernant l'application de la CBJNQ;
- trouver des solutions mutuellement acceptables aux différends liés à l'interprétation ou la mise en œuvre de la présente entente et de la CBJNQ.

**5.2** Dans la mesure du possible, les parties éviteront le recours au système judiciaire pour l'interprétation et la mise en œuvre de la présente entente et de la CBJNQ. Aux termes de l'article 5.1 de la présente entente, les parties conviennent de mettre en place un mécanisme de résolution des différends défini à l'annexe B, afin de ne faire appel aux tribunaux ou autres forums qu'en dernier recours.

### **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

La durée de la présente entente sera de vingt-cinq (25) ans débutant à la date prévue à l'article 7.4.

## 7. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 7.1 Les dispositions de la CBJNQ, des ententes et des arrangements financiers existants continueront d'être appliquées, à moins d'indications contraires à cet effet dans la présente entente. Plus particulièrement, et sans limiter les dispositions générales qui précèdent, tout financement du gouvernement prévu dans la présente entente ne s'applique pas et n'entend pas s'appliquer aux services réguliers en santé, dans le domaine des services sociaux, en éducation et dans le domaine des régimes environnementaux du Nunavik.
- 7.2 Le préambule du présent document fait partie intégrante de la présente entente.
- 7.3 La présente entente est une entente finale assujettie à la ratification avant le 10 mai 2002 par Makivik et l'ARK de résolutions de leurs conseils respectifs après consultation.
- 7.4 Les dispositions de la présente entente entreront en vigueur le jour suivant la réception de ces résolutions, à Québec, au bureau du premier ministre.
- 7.5 Si ces résolutions n'ont pas été reçues d'ici le 15 mai 2002, la présente entente sera considérée comme nulle et non avenue.
- 7.6 La présente entente peut faire l'objet d'amendements, de temps à autre, avec le consentement du Québec, de Makivik et de l'ARK.
- 7.7 La présente entente ne constitue pas une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
- 7.8 Dans le cadre de la présente entente, l'expression « Inuits du Nunavik » désigne les personnes inscrites ou qui ont le droit de s'inscrire en tant qu'Inuit bénéficiaire, aux termes de la *Loi sur les autochtones cris, inuit et naskapis* (L.R.Q., ch. A-33.1).
- 7.9 Les paiements prévus aux articles 2.2.3 et 2.5.1 ne seront pas sujets à une forme quelconque d'imposition, de taxe, de charge, de frais ou de prélèvement par le Québec.

## 8. INTERPRÉTATION

Il y a une version inuttitut, française et anglaise de la présente entente. Les versions française et anglaise font autorité.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À TASIUJAQ EN CE 9<sup>E</sup>  
JOUR D'AVRIL 2002

**Pour le gouvernement du Québec :**

**Pour la Société Makivik :**

---

Bernard Landry  
Premier ministre

---

Pita Aatami  
Président

**ET**  
**Pour l'Administration régionale**  
**Kativik :**

---

Rémy Trudel  
Ministre d'État à la Population, aux  
Régions et aux Affaires autochtones

---

Johnny N. Adams  
Président



## ANNEXE A

### SITES HYDROÉLECTRIQUES POTENTIELS DU NUNAVIK

#### **Potentiels grande puissance**

Rivières suivantes :

- Nastapoka
- À la Baleine
- George
- Aux Mélèzes
- Caniapiscau
- Aux Feuilles

#### **Potentiels petite puissance**

Rivières suivantes :

- Kovik
- Decoumte
- Buet

## **ANNEXE B**

### **RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

#### **INTRODUCTION**

En général, les parties éviteront le recours au système judiciaire pour l'interprétation et la mise en œuvre de la présente entente et de la CBJNQ. Les parties conviennent de mettre en place un mécanisme de résolution des différends, afin de ne faire appel aux tribunaux ou autres forums qu'en dernier recours.

#### **DÉFINITION**

Aux fins de ce mécanisme de résolution des différends, un différend désigne toute controverse, réclamation ou mésentente concernant l'interprétation ou la mise en œuvre de la présente entente ou de la CBJNQ qui est formellement soulevée par l'une ou l'autre des parties.

#### **PARTIES AU LITIGE**

Les seules parties autorisées à faire état de différends à être résolus selon le présent mécanisme de résolution des différends sont les suivantes : Makivik, l'ARK et le Québec.

#### **PROCESSUS DE RÉOLUTION DES DIFFÉRENDS**

Les parties s'efforceront de régler les différends de bonne foi, au moyen d'une coopération et d'une consultation afin d'en arriver à des solutions mutuellement acceptables.

Si les parties ne parviennent pas à résoudre elles-mêmes un différend, celui-ci doit être alors soumis au comité conjoint de coordination établi en vertu de la section 5 de la présente entente.

Si le comité conjoint de coordination ne parvient pas à un terrain d'entente, le différend sera soumis à une tierce partie indépendante et impartiale aux fins de médiation, suivant le processus suivant :

- a) le médiateur sera choisi conjointement par les parties et, à défaut d'une entente, une requête sera présentée à un juge de la Cour supérieure pour procéder à cette nomination;
- b) chaque partie soumettra son point de vue au médiateur sur la façon de régler le différend;
- c) les parties reconnaissent que le processus de médiation ne peut avoir effet que dans la mesure où les parties renoncent à toute prescription acquise et reconnaissent que la prescription (si applicable) de tout droit, réclamation ou affaire se rapportant au présent litige sera interrompue et, si nécessaire, fera l'objet d'une renonciation périodique, jusqu'à ce que le médiateur déclare le processus de médiation terminé;
- d) le processus de médiation et toutes les procédures associées au différend sont et demeureront confidentiels;

- e) le médiateur ne rédigera aucun rapport ni ne fera de recommandations sans l'autorisation expresse des parties;
- f) toute partie peut demander au médiateur de mettre fin au processus de médiation s'il y a lieu de croire, malgré tous les efforts et la bonne foi des parties, que la médiation ne permettra pas de trouver un terrain d'entente.

Les parties peuvent à tout moment du processus accepter d'accorder au médiateur les pouvoirs, l'autorité et la compétence d'un arbitre, y compris ceux d'amiable compositeur, le tout au sens et selon les prescriptions du *Code civil du Québec* et du *Code de procédure civile du Québec*.

Chaque partie assumera ses frais relativement à cette médiation : 50 % des frais et honoraires du médiateur seront assumés par le Québec et 50 % par Makivik et l'ARK.

**PARTNERSHIP AGREEMENT  
ON ECONOMIC AND COMMUNITY DEVELOPMENT  
IN NUNAVIK**

---

**The Makivik Corporation**

**The Kativik Regional Government**

**Le Gouvernement du Québec**

---

**PARTNERSHIP AGREEMENT  
ON ECONOMIC AND COMMUNITY DEVELOPMENT  
IN NUNAVIK**

**Between** the **Makivik Corporation**, a corporation duly incorporated under Section 2 of the *Act respecting the Makivik Corporation* (R.S.Q., Chapter S-18.1), represented by its President, Mr. Pita Aatami

hereinafter referred to as “Makivik”

**And** the **Kativik Regional Government**, constituted under Section 239 of the *Act respecting Northern Villages and the Kativik Regional Government* (R.S.Q., Chapter V-6.1), represented by its Chairman, Mr. Johnny N. Adams

hereinafter referred to as “KRG”

**And** Le Gouvernement du Québec, represented by the premier ministre, Mr. Bernard Landry and the ministre d’État à la population, aux Régions et aux Affaires autochtones, Mr. Rémy Trudel

hereinafter referred to as “Québec”

---

**PREAMBLE**

**Whereas** the parties, in the spirit of the recognition of the Inuit nation by the National Assembly of Québec in 1985, enter hereby into a nation-to-nation Agreement which strengthens the political, economic and social relations between Québec and the Nunavik Inuit, and which is characterized by cooperation, partnership and mutual respect;

**Whereas** Makivik, KRG and Québec consider the economic and community development in Nunavik as a priority;

**Whereas** there is a strong potential of human and economic resources in Nunavik ;

**Whereas** the parties express a strong will to develop these resources and to promote economic development, job creation and economic spin-offs for Nunavik Inuit and the population of Québec in general;

**Whereas** Makivik, KRG and Québec wish to enter into a long term partnership agreement in order to put forward a common vision of the economic and community development of Nunavik;

**Whereas** this Agreement remains noticeably based on the respective commitments of the parties under the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA);

**Therefore** Makivik, KRG and Québec agree as follows:

## 1. PURPOSE OF THE PARTNERSHIP AGREEMENT

The purpose of this Agreement is to establish a new nation-to-nation relationship and to put forward a common vision of the economic and community development of Nunavik. Under this Agreement, Makivik, KRG and Québec, agree:

- to accelerate the development of the hydroelectric, mining and tourism potential of Nunavik;
- to share the benefits of the economic development of Nunavik;
- to favor economic spin-offs for Nunavik Inuit;
- to favor a greater autonomy for Makivik and KRG and more responsibilities on the economic and community development of Nunavik Inuit;
- to enhance public services and infrastructures in Nunavik.

## 2. ECONOMIC DEVELOPMENT OF NUNAVIK

### 2.1 Nunavik electric transmission line study

Québec has agreed to fund a Nunavik electric transmission line study at a cost of \$3 million. The main objective of this study is to examine the technical and economic feasibility of building a transmission line making it possible to supply electricity to the 14 villages of Nunavik as well as the Raglan Mining Corporation in operation since 1999. This project would also make possible to install a fiber optic telecommunications network linking Nunavik Inuit villages to Hydro-Québec's provincial network.

If the Nunavik electric transmission line project were to be carried out, it would make possible:

- to meet regional electric consumption needs at a better price;
- to promote exploration and mine production activities by reducing substantially energy costs;
- to improve communication between the communities themselves and the rest of Québec;
- to improve the use of new technologies such as telemedicine;
- to contribute to the development of the hydroelectric potential of Nunavik.

The transmission electric line project could be tied in with hydroelectric generating station projects which would make it possible to meet regional consumption needs and send the surplus on Hydro-Québec's network.

### 2.2 Hydroelectric development

2.2.1 Based on preliminary evaluations, the hydroelectric potential north of the 55<sup>th</sup> parallel could vary from 6 300 and 7 200 MW. The tidal power potential of Ungava Bay is also important. However, no exhaustive study exists to precisely confirm the economic, technical and environmental feasibility associated with the exploitation of this hydroelectric potential.

Within this context, Québec undertakes to evaluate the hydroelectric potential north of the 55<sup>th</sup> parallel. In order to do so:

- technical, economic and environmental pre-feasibility studies will be conducted;
- in addition, the power transmission line study will evaluate the opportunity of building small hydroelectric generating stations in Nunavik to serve the communities.

2.2.2 Makivik undertakes to support the development of the hydroelectric potential of Nunavik and agree to work with Québec in order to accelerate the development of the hydroelectric potential in Nunavik, notably the areas already identified in Schedule A.

- Within the next four (4) years and at the cost of Québec, Québec and Makivik will work together to evaluate potential hydroelectric projects.
- There will be full and timely disclosure by Québec to Makivik and the concerned Nunavik Inuit communities with respect to all proposed new hydroelectric projects.
- Makivik and the Nunavik Inuit communities that may be affected will be involved and consulted in the technical description of potential projects in order to reduce environmental and social impacts on the communities.
- As contemplated in Schedule 1 under section 23 of the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA), hydroelectric development projects will be subject to the applicable environmental and social protection regimes.
- The parties will endeavour to harmonize insofar as possible the assessment processes applicable to hydroelectric development projects in order to avoid duplication.
- The parties will also work together to ensure efficient and proper evaluations of the hydroelectric development projects.
- Hydro-Québec will assume the costs of all remedial works and all monitoring required under government authorizations for each hydroelectric project that will be carried out, if any.

2.2.3 For each hydroelectric project carried out in Nunavik (hereinafter referred to as the "Hydroelectric Project"):

- Québec undertakes to pay to Makivik 1,25 % of the value of the annual production of megawatts produced by the Hydroelectric Project.
- The value of megawatts produced will be based on the average annual sale price of electricity by Hydro-Québec in Canada and the United States.
- With respect to Hydroelectric Projects carried out in Nunavik, Québec will also encourage and facilitate the signing of agreements between Makivik and hydroelectric development project promoters concerning remedial measures and monitoring, employment and contracts.

2.2.4 Pursuant to section 2.2.3 Makivik undertakes to use these benefits for economic and community development.

- Benefits to be paid pursuant to the foregoing, shall be paid to Makivik or such other one or more Nunavik Inuit entity designated by Makivik which, in consultation with the Landholding Corporation of the community(ies) affected by the Project or Projects, will decide upon an appropriate use and distribution thereof.
- Moreover, the parties acknowledge that the said benefits or parts thereof may be more effectively used through the use of foundations or trusts, the beneficiaries of which shall be Nunavik Inuit, Nunavik Inuit entities, enterprises wholly-owned by Nunavik Inuit or Nunavik Inuit entities, or combinations thereof; and to such end, the parties hereby acknowledge that Makivik may establish or cause to be established such Québec resident trust entities by a trust deed as trusts to receive payment of the benefits.
- Makivik shall submit to Québec on an annual basis, in the six (6) months following the close of each financial year, an annual report and audited financial statements, describing its activities and the use of the annual payment from Québec.
- If this report and these audited financial statements are not submitted by Makivik within this time frame, Québec may submit the matter to the dispute resolution mechanism set out in this Agreement and, failing resolution through this means, may seek a court order allowing it to suspend subsequent payments pending the submission of said annual report and audited financial statements. The suspended payments will however be re-instituted retroactively, without interest, as soon as these report and audited financial statements have been submitted by Makivik.

2.2.5 Notwithstanding section 6, the undertakings referred to in subsections 2.2.3 and 2.2.4 above shall continue for each Hydroelectric Project for twenty-five (25) years from the date each such Hydroelectric Project commences to produce electricity.

### **2.3 Mining development**

The geological context of the territory of Nunavik is conducive to the presence of minerals and there are intensive exploration activities to that effect.

If any mining projects were to take place, Québec undertakes to encourage and facilitate the signing of agreements between Makivik and the mining companies concerning remedial measures and monitoring, financial arrangements, employment and contracts.

As contemplated in Schedule 1 of Section 23 of the JBNQA, mining development on the Nunavik territory will be subject to the applicable environmental and social protection regimes.

### **2.4 Development of the tourism industry**

Nunavik has an under-exploited tourism potential.



#### 2.4.1 Development of parks

To support the development of this potential, Québec foresees the creation of provincial parks in Nunavik. In order to do so, Québec will provide to KRG an amount of \$8 million over 5 years to carry out studies for the development of the following provincial parks: Monts-Torngat-et-de-la-Rivière-Koroc, Lac-Guillaume-Delisle, Lac-à-l'Eau-Claire. KRG will also complete the preliminary collection of data for the Mont Puvirnituk and Cap Wolstenholme parks.

The modalities for the development of parks in Nunavik will be determined in an agreement between the Société de la Faune et des Parcs du Québec (FAPAQ) and KRG.

#### 2.4.2 Creation of the Pingualuit Park

Québec undertakes to create the Pingualuit Park. An amount of \$3,9 million will be provided to KRG over a five-year period to cover the following operation costs: remuneration of employees, operation and maintenance for buildings, vehicles, trails and other park facilities and administration expenses. Québec will also allow an amount of \$5,7 million to KRG to cover the capital expenses over the next five years.

In return, Makivik and Québec shall enter into an appropriate complementary agreement to the JBNQA, and KRG and Makivik shall enter into an appropriate park management agreement with Québec, the whole in connection with Pingualuit Park.

### 2.5 **Funding for community and economic development projects**

2.5.1 Québec will pay to Makivik and KRG jointly or, subject to agreement of the parties, to Makivik and KRG separately, the following amounts totalling:

- \$7 million in the first year of the Agreement;
- \$8 million in the second year of the Agreement;
- \$15 million in the third year and each subsequent year of the Agreement.

The first annual payment shall be made within sixty (60) days of the date of execution of this Agreement and thereafter the annual amounts shall be paid in four (4) equal installments approximately three months apart.

2.5.2 Funding in section 2.5.1 would be a flexible tool designed to respond to the specific needs of the population of Nunavik in financing community and economic projects, in priority those arising from the implementation of the JBNQA, and in providing local communities with greater opportunities for economic and community development. Makivik and KRG shall establish the priorities in this regard.

2.5.3 Makivik and KRG will be responsible for setting up a completion timetable and expenditure forecast for projects, for the period covered by this Agreement and inform Québec of the results of these forecast and timetable.

2.5.4 Beginning in the year following payment by Québec of the first \$15 million payment pursuant to section 2.5.1 above, the financial assistance provided for in section 2.5.1 shall be indexed according to the Consumer Price Index (CPI) of Québec and also, gradually over a five-year period, to the growth of the population in Nunavik.

2.5.5 The actual growth of population in Nunavik used for the indexation will be based on Statistics Canada's Census. However, an estimation on the annual growth of the population will be done by the Institut de la Statistique du Québec (ISQ) in order to determine the indexation applicable in the context of this Agreement.

Whenever new data is made available by Statistics Canada, a revision mechanism will be applied to the above indexation formula in order to correct the difference between the actual growth and the ISQ's estimated growth of the population in Nunavik.

2.5.6 The funding in section 2.5.1 shall be without prejudice to and in addition to Québec operation and capital funding for Nunavik and shall be without prejudice to the renewal of any such funding, which includes, but is not limited to, *inter alia*, Pivallutiit (SAA), Makigiarutiit (SAA) and Isurruutiit (MAMM).

2.5.7 Québec will maintain for the Nunavik Inuit as well as for Makivik and KRG access to regular programs, subject to the usual application criteria of these programs.

2.5.8 Subject to the fulfillment by Québec of its undertakings under section 2.5.1 of this Agreement, Makivik hereby gives Québec a full and complete discharge, for the duration of this Agreement, with regard to the following provisions in the JBNQA:

- sections 29.0.33 to 29.0.39 inclusive;
- sections 29.0.28 to 29.0.30 inclusive;
- the costs associated with implementing any arrangement contained in any complementary agreement related to Chapter 3 of the JBNQA.

### **3. BLOCK FUNDING OF KRG AND THE NORTHERN VILLAGES**

3.1 Québec undertakes to simplify and make more efficient the public funds paid to KRG and, upon request, to Northern Villages (NVs) and to provide these organizations with a greater autonomy in the establishment of their intervention priorities and the carrying out of their respective mandates. To that effect, subsidies to KRG and the NVs from various Québec departments and agencies will be consolidated in a single envelope (Block Funding) for each of the NVs and for KRG. Any economies of scale achieved through the implementation of this Block Funding could be used to improve the funding of the services offered in the local communities.

3.2 The Block Funding of KRG and NVs shall be based on the following guidelines:

3.2.1 The single envelopes (hereinafter referred to as Block Funding) of transfers will be under the responsibility of one organization within Québec for KRG and one organization for the NVs.

Discussions will be held between Québec and KRG to identify which programs will be amalgamated within the Block Funding and concerning the general conditions and objectives related to this Block Funding before reaching a final agreement on Block Funding.

All amounts paid pursuant to Block Funding under this section shall be indexed according to the growth of the population in Nunavik and the evolution of Québec's per capita program expenditures in Québec.

The indexation revision mechanism applicable under section 2.5.5 for the growth of population will also apply to the funding for KRG and the NVs.

3.2.2 KRG and the NVs will have the power to determine the allocation of their own single envelope according to their priorities. However, this allocation will have to respect the existing roles and responsibilities of KRG and the NVs as well as the general level of services provided to the population and the communities.

3.2.3 KRG and the NVs will report to the organizations responsible for the single envelopes for Québec in tabling annually:

- a budget and a detailed financial report for all their activities;
- a report detailing the operations conducted and the general objectives and results attained as compared to those foreseen by Québec at the beginning of each year.

3.2.4 The consolidation of the funding provided to KRG and the NVs into single envelopes shall be implemented no later than January 1<sup>st</sup>, 2004.

#### **4. COMMUNITY AND ECONOMIC DEVELOPMENT PRIORITY PROJECTS**

##### **4.1 Paving of local roads**

Some ten kilometers of the Nunavik road network is paved. Because of the northern climate, municipal gravel roads and airport access roads are in poor condition. They generate high vehicles maintenance costs for the municipalities and vehicles must be replaced on a more frequent basis than elsewhere in Quebec. In the absence of aqueducts and sewage underground piping systems, the improvement of the roads network is important for Northern villages as they have no other alternative but to deliver water and collect sewage by tanker trucks all year round.

To improve road conditions in Nunavik Inuit villages, Québec undertakes to finance and to give its technical support to pave 90 kilometers of local roads (including access roads leading to airports) for a maximum amount of \$35,5 million excluding the interest costs (temporary and long term costs), broker fees and refinancing fees, under modalities to be specified. The work will begin in the summer of 2002 and will extend over a 7 year period based on a schedule to be validated by the technical committee to be formed, which committee will include representatives from Québec and KRG.

The financing of this project will take the form of a debt service according to conditions and planning of an amortization schedule to be defined in an agreement between the Ministère des Transports du Québec (MTQ) and KRG.

## 4.2 Marine infrastructures

Northern villages are not linked by road and are isolated of the rest of Québec. The only mean of transporting heavy materials to Nunavik is by sea. The use of waterways is therefore a fundamental factor for promoting the economic development of Nunavik. However most Nunavik Inuit villages do not have the necessary marine infrastructures to ensure safe access to the sea.

The cost of the implementation of the marine infrastructures is estimated to \$88 million (including phases I and II). Quebec will participate up to 50 % of this amount of \$88 million (including amounts already paid by Québec). The work will extend over a period of 7 to 10 years from the execution of this Agreement.

A technical committee will be formed to define the characteristics of phase II and the coordination between phase I and II.

The financing of this project will be specified in an agreement between the MTQ and KRG.

Québec will also fund the daily maintenance costs, including major reparations, subject to federal contribution, under conditions to be agreed upon between Canada and the parties.

## 4.3 Improvement of police services

Several police stations in Nunavik are in a very poor state of repair. The construction of new police stations is urgent to ensure Nunavik Inuit police officers adequate workplaces. Moreover, the number of police officers in Nunavik needs to be increased in order to better serve the vast territory of Nunavik and its rapidly growing population.

To that effect, for 2002, Québec agrees to disburse an additional amount of \$ 1,5 million representing 48 % of the total cost to improve police services in Nunavik and initiate the construction of police stations.

As of April 1<sup>st</sup>, 2003, at the renewal of the Police tripartite agreement between Canada, Québec and KRG, Québec agrees to fund its share (48 %) of the total cost of 54 police officers at a unit cost of \$148 800 and construction of police stations. Such amount will be indexed annually for subsequent years subject to the participation of the Federal government.

The modalities of the above financial arrangements will be confirmed in an agreement between the Ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP) and KRG.

The parties agree to continue negotiations with the Federal government regarding its funding of its share of the cost of police services.

## 4.4 Correctional services

Regarding correctional services, Québec favours the implementation of smaller establishments located, whenever possible, in various regions, thereby promoting the gradual reintegration of offenders. Nunavik Inuit offenders are held in custody in southern Québec far away from their communities where they have limited contacts with their environment.

To remedy this situation, Québec undertakes to build and make operational by no later than December, 31<sup>st</sup> 2005 a forty (40) places detention facility in Nunavik in the general spirit of the "Report of the joint working group on sentence management in Nunavik" dated January 2002 and fund the operation costs.

In return, Makivik will provide to Québec a full and complete discharge, for the duration of this Agreement, of section 20.0.25, of the JBNQA concerning detention facilities.

Furthermore, Québec undertakes to build and make operational, by no later than April 1<sup>st</sup> 2004, a ten (10) places community residential center (half-way house) in Nunavik and fund the operation costs.

#### **4.5 Wildlife management and enforcement**

Currently, wildlife protection in all of Nunavik is provided by a team of three seasonal officers of the FAPAQ. These resources need to be increased considering the size of the territory and the natural environments that favour the practice of hunting and fishing activities.

To improve wildlife management and enforcement, commencing upon execution of the present Agreement with the objective to be fully implemented no later than April 1<sup>st</sup>, 2004, Québec will hire and train six (6) additional Wildlife Conservation Officers for Nunavik, and provide to KRG \$0,6 million annually to hire wildlife protection assistants which will be trained by FAPAQ. Such KRG funding shall be integrated under the KRG Block Funding as provided under section 3.

In return, and to there continuing to be no land access through roads or rail lines to the territory nor influx of an inordinate size of non-beneficiary workforce personnel to the territory, Makivik will provide to Québec a full and complete discharge, for the duration of this Agreement, of section 24.10 in the JBNQA. In the event that said land access is effected or influx occurs, the parties agree to revisit section 4.5 of this Agreement including the present release with a view of discussing the possible needs to take into account said developments.

#### **4.6 Public tenders**

Contracting for goods, services and construction is an important market for small and medium-sized businesses. These contracts represent an opportunity to stimulate economic development and job creation in Nunavik Inuit communities.

In order to increase the number of Nunavik Inuit businesses bidding and winning public contracts, and subject to the provisions of the *Agreement on Internal Trade* or any similar agreement, Québec undertakes to evaluate the possibility of modifying the law in order to allow KRG, the Kativik School Board, the Katutjinik Regional Development Council and the Nunavik Regional Board of Health and Social Services to set up a process for awarding contracts for goods and services that gives priority to the businesses of Nunavik Inuit.

### **5. IMPLEMENTATION OF THE PARTNERSHIP AGREEMENT**

**5.1** Québec, Makivik and KRG agree to create a joint coordinating committee composed of four (4) representatives from Québec, two (2) from Makivik and two (2) from KRG. The number of representatives of this committee may be revised by the parties. The mandate of the committee will be:

- to ensure the harmonious implementation and efficient follow-up of this Agreement and to resolve other questions pertaining to the implementation of the JBNQA;

- to find mutually acceptable solutions to disputes arising out of the interpretation or implementation of this Agreement or of the JBNQA.

5.2 Generally, the parties will endeavor to avoid recourse to the judicial system for the purposes of the interpretation and implementation of this Agreement as well as the implementation of the JBNQA. For the purpose of implementing section 5.1 of this Agreement, the parties agree to put in place a dispute resolution mechanism defined in Schedule B to ensure that recourse to courts or other forums only occurs as a last resort.

## 6. DURATION OF AGREEMENT

The duration of this Agreement shall be twenty-five (25) years commencing on the date contemplated by sub-section 7.4.

## 7. GENERAL PROVISIONS

- 7.1 The provisions of the JBNQA and of the existing agreements and existing financial arrangements will continue to apply in the absence of indications to the contrary in this Agreement. In particular, and without limiting the generality of the foregoing, any government funding contemplated in the present Agreement does not apply, nor is intended to apply to regular health and social services, education and environmental regimes for Nunavik.
- 7.2 The Preamble to this document form an integral part of this Agreement.
- 7.3 This Agreement constitutes a final agreement subject to ratification thereof, no later than May 10<sup>th</sup>, 2002, by Makivik and KRG by resolutions of their respective board and council after consultation.
- 7.4 The provisions of this Agreement shall take effect the day after such resolutions have been received by the Prime Minister's Office in Quebec City.
- 7.5 If by May 15<sup>th</sup>, 2002, such resolutions have not been received this Agreement shall be considered null and void.
- 7.6 This Agreement may be amended from time to time with the consent of Québec, Makivik and KRG.
- 7.7 This Agreement does not constitute an agreement or treaty within the meaning of section 35 of the Constitution Act of 1982.
- 7.8 In this Agreement, the term "Nunavik Inuit" means those persons enrolled, or entitled to be enrolled, as an Inuit beneficiary in accordance with the *Act respecting Cree, Inuit and Naskapi native persons* (R.S.Q., Chapter A-33.1)
- 7.9 The payments foreseen in subsections 2.2.3 and 2.5.1 shall not be subject to any form of taxation, charge, levy or deduction by Québec.

## 8. INTERPRETATION

There shall be an Inuttitut, a French and an English version of this Agreement. The French and English versions shall be the authoritative versions.

IN WITNESS WHEREOF, THE PARTIES HAVE SIGNED IN TASIUJAQ ON  
THIS 9<sup>TH</sup> DAY OF APRIL 2002

**POUR LE GOUVERNEMENT DU  
QUÉBEC:**

---

Bernard Landry  
Premier ministre

**For Makivik Corporation:**

---

Pita Aatami  
President

**AND**

**For Kativik Regional Government:**

---

Rémy Trudel  
Ministre d'État à la population, aux  
Régions et aux Affaires autochtones

---

Johnny N. Adams  
Chairman

**SCHEDULE A****AREAS OF HYDROELECTRIC POTENTIAL IN NUNAVIK****High power potentials**

The following rivers:

- Nastapoka
- Whale
- George
- Aux Mélézes
- Caniapiscau
- Leaf

**Low power potentials**

The following rivers:

- Kovik
- Decoumte
- Buet



## **SCHEDULE B**

### **SETTLEMENT OF DISPUTES**

#### **INTRODUCTION**

Generally, the parties will endeavour to avoid recourse to the judicial system for the purposes of the interpretation and implementation of this Agreement as well as of the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA). To this end, the parties agree to put in place a dispute resolution mechanism to ensure that recourse to courts or other forums only occurs as a last resort.

#### **DEFINITION**

For the purposes of this dispute resolution mechanism, a dispute is defined as any controversy, claim or disagreement arising out of the interpretation or implementation of the JBNQA or this Agreement and which is formally raised by any of the parties for these purposes.

#### **PARTIES TO THE DISPUTE**

The only parties authorized to bring disputes for resolution under the present dispute resolution mechanism are the following parties namely, Makivik, KRG and le Gouvernement du Québec.

#### **PROCEDURE TO BE FOLLOWED WITH RESPECT TO RESOLUTION OF DISPUTES**

The parties will endeavour in good faith to settle the dispute through cooperation and consultation in order to arrive at a mutually satisfactory solution.

Failing resolution by the parties themselves, the dispute shall be referred for resolution to the Joint Coordinating Committee established pursuant to the provisions of section 5 of this Agreement.

Failing resolution by the Joint Coordinating Committee, the dispute shall be referred to an independent and impartial third party for mediation as hereinafter set out:

- a) the mediator shall be chosen jointly by the parties, and failing agreement, by a Judge of the Superior Court, upon application to the court;
- b) the parties shall each submit to the mediator their views on the issue in dispute;
- c) the parties undertake, that as a condition of the mediation process, to renounce to any prescription acquired and to agree that prescription (if applicable) of any right, claim or matter which is the subject of the dispute shall be interrupted and shall, if necessary, be specifically renounced from time to time until the mediator declares the mediation process to be at an end;

- d) the mediation process and all proceedings in connection therewith shall be and will remain confidential;
- e) the mediator shall not issue a Report or make any recommendations unless authorized to do so by all the parties;
- f) any party may request that the mediator terminate the mediation process when there are reasonable and probable grounds to believe that, despite the best efforts of the parties acting in good faith, no settlement is likely to be reached in the dispute through mediation.

At any time during the course of the mediation process, the parties may agree to grant to the mediator the powers, authority and jurisdiction of an arbitrator, including those of an amiable compositeur, the whole within the meaning, and as set out in the *Civil Code of Québec* and the *Code of Civil Procedure of Québec*.

Each party will assume its expenses related to the mediation. 50 % of the expenses and fees of the mediator will be supported by Québec, and 50 % by Makivik and KRG.